

BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2018

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017 :

- Bénéfice net de 1 536 millions de dollars, en hausse de 11 %; bénéfice net ajusté¹ de 1 565 millions, en hausse de 14 %
- BPA² de 2,31 \$, en hausse de 13 %; BPA ajusté^{1,2} de 2,36 \$, en hausse de 16 %
- RCP de 14,7 %, en hausse comparativement à 13,4 %; RCP ajusté¹ de 15,0 %, en hausse comparativement à 13,3 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances³ de 186 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances après ajustement de 202 millions pour l'exercice précédent et à une dotation à la provision pour pertes sur créances sur une base comptable de 126 millions; la dotation à la provision pour pertes sur créances sur une base comptable pour l'exercice précédent a compris une provision générale avant impôts de 76 millions
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,4 %

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017 :

- Bénéfice net de 3 755 millions de dollars, en baisse de 9 %, ce qui rend compte de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis⁴ et d'une charge de restructuration pour le présent exercice⁵ ainsi que d'un profit net⁶ pour l'exercice précédent; bénéfice net ajusté¹ de 4 450 millions, en hausse de 6 %
- BPA^{2,4,5} de 5,59 \$, en baisse de 8 %; BPA ajusté^{1,2} de 6,67 \$, en hausse de 7 %
- RCP de 12,3 %, comparativement à 13,7 %; RCP ajusté¹ de 14,6 %, en hausse comparativement à 13,9 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 487 millions de dollars³, contre une dotation à la provision pour pertes sur créances après ajustement de 620 millions et une dotation à la provision pour pertes sur créances sur une base comptable de 544 millions

Toronto, le 28 août 2018 – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2018, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 536 millions de dollars, ou 2,31 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 565 millions, ou 2,36 \$ par action.

« BMO a enregistré de très bons résultats et une progression continue de ses bénéfices ce trimestre. Le bénéfice net ajusté était en hausse de 14 % et le bénéfice par action ajusté a augmenté de 16 %. Notre segment américain et nos services aux entreprises avantagés sur le plan concurrentiel des deux côtés de la frontière ont particulièrement bien contribué à ces résultats. Le levier d'exploitation ajusté de la Banque était de 2,9 % et celui de chacun de nos groupes d'exploitation était positif », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur les actions privilégiées.

3) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet. Pour les périodes précédentes, les variations de la provision générale constituaient un élément d'ajustement. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 5.

4) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, laquelle a eu une incidence négative d'environ 10 % sur la croissance du bénéfice net comptable, et de 0,66 \$ sur le BPA pour la période de neuf mois considérée. Il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017. Pour obtenir d'autres renseignements, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

5) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2018 incluait une charge de restructuration de 192 millions de dollars, liée principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités.

6) Le bénéfice net de l'exercice précédent tenait compte d'un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit de 168 millions réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte de 35 millions subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis, ainsi que d'une baisse de 54 millions de la provision générale.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« La Banque est forte et en croissance. Notre performance est le résultat direct de nos efforts visant à simplifier notre façon de travailler à l'échelle de l'organisation et avec nos clients et à offrir à ces derniers les expériences et les produits exceptionnels auxquels ils s'attendent. Ensemble, nous rendons la Banque plus efficiente et plus compétitive, ce qui nous place avantageusement pour générer une croissance à long terme et de la valeur pour les actionnaires », a conclu M. White.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 14,7 %, en hausse par rapport à 13,4 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 15,0 %, en hausse par rapport à 13,3 %. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 17,9 % comparativement à 16,5 % un an plus tôt et, après ajustement, il a été de 18,0 % contre 16,0 %.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,96 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2018, soit le même montant qu'au trimestre précédent, et de 0,06 \$ par action, ou de 7 %, de plus qu'un an plus tôt. Le dividende trimestriel de 0,96 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 3,84 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2018, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2018, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 642 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 29 millions, ou de 5 %, et le bénéfice net ajusté qui s'est élevé à 642 millions a progressé de 28 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre, nous avons été nommés Meilleure banque commerciale au Canada par *World Finance*, et ce, pour la quatrième année d'affilée. Cette récompense souligne les relations personnalisées que nous établissons avec nos clients et le partenariat que nous formons avec eux, ainsi que nos efforts continus en matière de prestation de services spécialisés à trois secteurs d'envergure, soit la technologie, l'agriculture et les soins de santé.

PE États-Unis

À 364 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 96 millions, ou de 36 %, et, après ajustement, il a atteint 376 millions, ayant progressé de 97 millions, ou de 34 %, par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

À 279 millions de dollars américains, le bénéfice net comptable s'est accru de 73 millions de dollars américains, ou de 35 %, et, après ajustement, il a atteint 288 millions de dollars américains, ayant progressé de 73 millions de dollars américains, ou de 34 %, par rapport à un an plus tôt, en raison d'une bonne croissance des revenus, de l'avantage découlant de la réforme fiscale et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges.

Au cours du trimestre, nous nous sommes hissés au deuxième rang du palmarès des 40 plus grandes banques américaines dans le cadre du sondage annuel de 2018 sur la réputation des banques publié par *American Banker*, lequel évalue la perception à l'égard de la gouvernance, des produits et services et de l'innovation des institutions financières.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 291 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 22 millions, ou de 8 %, et, après ajustement, il a atteint 301 millions, ce qui représente une hausse de 17 millions, ou de 6 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 202 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 10 millions, ou de 6 %, et leur bénéfice net ajusté a atteint 212 millions, en hausse de 5 millions, ou de 3 %, sur un an, ce qui est attribuable à une croissance globale générée par nos activités diversifiées et à l'amélioration des marchés boursiers, lesquelles ont été annulées dans une certaine mesure par une provision pour frais juridiques et les investissements dans les technologies. Le bénéfice net des activités d'assurance a augmenté de 12 millions, ou de 15 %, pour se situer à 89 millions, ce qui illustre la croissance générée par nos activités et l'avantage conféré par les variations à effet plus favorable des marchés au cours du trimestre considéré.

BMO Banque privée a été nommée meilleure banque privée au Canada par *World Finance*, et ce, pour la huitième année consécutive, en reconnaissance de notre savoir-faire en matière de services bancaires privés et de notre recours aux meilleures pratiques du secteur.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable a progressé de 20 millions de dollars, ou de 7 %, pour s'inscrire à 301 millions et le bénéfice net ajusté a progressé de 21 millions, ou de 7 %, sur un an, pour s'inscrire à 303 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats témoignent d'une hausse des revenus enregistrés par le secteur Produits de négociation et le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés.

BMO Marchés des capitaux a été nommé un des chefs de file de la qualité Greenwich pour 2018 dans le domaine de la négociation et de la vente d'actions canadiennes. Nous avons également été nommé meilleur fournisseur institutionnel de services de change en Amérique du Nord et en Chine par le magazine *Global Banking and Finance Review*, et ce, pour la huitième année consécutive. Le 15 août 2018, BMO Marchés des capitaux a lancé, avec le client d'une franchise, une opération pilote visant l'émission de titres à revenu fixe au moyen de la technologie de la chaîne de blocs, mise en parallèle avec une transaction traditionnelle, ce qui constitue une première du genre sur le marché canadien.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 62 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 44 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 57 millions pour le trimestre, contre 85 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent compte ni des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes, ni de la diminution de la provision générale après impôts survenue un an plus tôt.

Les résultats ajustés que renferme la section qui présente un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 juillet 2018. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 11,3 % enregistré au deuxième trimestre du fait de l'incidence de l'augmentation des résultats non distribués, en partie compensée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, découlant de la croissance des activités, et par les rachats d'actions au cours du trimestre considéré.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 186 millions de dollars, en hausse de 60 millions sur un an. Après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle exclut une baisse de 76 millions avant impôts de la provision générale inscrite pour l'exercice précédent, a reculé de 16 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 177 millions de dollars, a diminué de 25 millions par rapport au montant de 202 millions inscrit pour l'exercice précédent, ce qui reflète principalement une baisse des dotations de PE États-Unis. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions a été inscrite pour le trimestre considéré.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 31 juillet 2018. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2018 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2017.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2017, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	30	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	31	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	31	Transactions avec des parties liées
7	Survol et perspectives économiques	32	Arrangements hors bilan
8	Change	32	Méthodes comptables et principales estimations comptables
9	Bénéfice net	32	Modifications de méthodes comptables
9	Revenus	32	Modifications futures de méthodes comptables
11	Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	Instruments financiers désignés
12	Prêts douteux	33	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
13	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	34	Gestion des risques
13	Charges autres que d'intérêts	34	Risque de marché
13	Impôts sur le résultat	36	Risque de liquidité et de financement
14	Gestion du capital	39	Cotes de crédit
18	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	41	Expositions en Europe
18	Services bancaires Particuliers et entreprises	43	États financiers consolidés intermédiaires
	(Services bancaires PE)	43	État consolidé des résultats
19	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada	44	État consolidé du résultat global
	(PE Canada)	45	Bilan consolidé
21	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis	46	État consolidé des variations des capitaux propres
	(PE États-Unis)	47	État consolidé des flux de trésorerie
24	BMO Gestion de patrimoine	48	Notes afférentes aux états financiers consolidés
26	BMO Marchés des capitaux	71	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias
28	Services d'entreprise		

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2018, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2018, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 607	2 491	2 533	7 644	7 472
Revenus autres que d'intérêts	3 213	3 126	2 926	9 471	9 133
Revenus	5 820	5 617	5 459	17 115	16 605
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	269	332	253	962	965
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 551	5 285	5 206	16 153	15 640
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	177	172	s. o.	523	s. o.
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	9	(12)	s. o.	(36)	s. o.
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	186	160	126	487	544
Charges autres que d'intérêts	3 386	3 562	3 286	10 389	9 955
Charge d'impôts sur le résultat	443	317	407	1 522	1 018
Bénéfice net	1 536	1 246	1 387	3 755	4 123
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 536	1 246	1 387	3 755	4 121
Bénéfice net ajusté	1 565	1 463	1 374	4 450	4 199
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	2,31	1,86	2,05	5,59	6,11
Bénéfice par action ajusté	2,36	2,20	2,03	6,67	6,22
Croissance du bénéfice par action (%)	13,0	0,9	9,8	(8,4)	24,7
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	16,4	14,6	4,4	7,2	14,8
Dividendes déclarés par action	0,96	0,93	0,90	2,82	2,66
Valeur comptable d'une action	63,31	61,67	59,65	63,31	59,65
Cours de clôture de l'action	103,11	97,51	94,56	103,11	94,56
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	639,9	640,6	648,7	639,9	648,7
Nombre moyen dilué	642,4	645,6	653,7	645,9	652,5
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	66,0	62,5	61,3	66,0	61,3
Rendement de l'action (%)	3,7	3,8	3,8	3,6	3,8
Ratio de distribution (%)	41,4	49,9	43,8	50,2	43,4
Ratio de distribution ajusté (%)	40,6	42,2	44,3	42,2	42,6
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	14,7	12,6	13,4	12,3	13,7
Rendement des capitaux propres ajustés	15,0	14,9	13,3	14,6	13,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	17,9	15,6	16,5	15,0	16,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	18,0	18,0	16,0	17,6	16,8
Croissance du bénéfice net	10,7	(0,1)	11,4	(8,9)	25,5
Croissance du bénéfice net ajusté	13,9	13,0	6,1	6,0	15,8
Croissance des revenus	6,6	(2,1)	(3,1)	3,1	5,0
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	6,6	5,0	5,3	3,3	9,0
Croissance des charges autres que d'intérêts	3,0	8,5	5,9	4,4	2,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	3,7	1,5	6,4	2,6	4,8
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	61,0	67,4	63,1	64,3	63,6
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	60,3	61,8	62,1	62,1	62,5
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	3,6	(3,5)	(0,6)	(1,1)	6,5
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	2,9	3,5	(1,1)	0,7	3,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,49	1,52	1,55	1,52	1,54
Taux d'impôt effectif	22,4	20,3	22,7	28,8	19,8
Taux d'impôt effectif ajusté	22,4	21,2	22,5	21,1	19,9
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,17	0,14	0,17	0,20
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,18	0,22	0,18	0,22
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	765 318	743 569	708 617	765 318	708 617
Solde brut des prêts et acceptations	395 295	386 933	373 442	395 295	373 442
Solde net des prêts et acceptations	393 635	385 286	371 620	393 635	371 620
Dépôts	506 916	491 198	469 765	506 916	469 765
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40 516	39 506	38 694	40 516	38 694
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	28,2	28,1	27,8	28,2	27,8
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,2	11,4	11,2
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9
Ratio du total des fonds propres	14,9	15,0	15,2	14,9	15,2
Ratio de levier	4,2	4,2	4,4	4,2	4,4
Cours de change					
Dollar CA/dollar US	1,2997	1,2842	1,2453	1,2997	1,2453
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3032	1,2858	1,2974	1,2821	1,3223

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Résultats comptables					
Revenus	5 820	5 617	5 459	17 115	16 605
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(269)	(332)	(253)	(962)	(965)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 551	5 285	5 206	16 153	15 640
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(186)	(160)	(126)	(487)	(544)
Charges autres que d'intérêts	(3 386)	(3 562)	(3 286)	(10 389)	(9 955)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 979	1 563	1 794	5 277	5 141
Charge d'impôts sur le résultat	(443)	(317)	(407)	(1 522)	(1 018)
Bénéfice net	1 536	1 246	1 387	3 755	4 123
BPA (\$)	2,31	1,86	2,05	5,59	6,11
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(28)	(29)	(35)	(85)	(115)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(8)	(4)	(20)	(16)	(63)
Coûts de restructuration 4)	-	(260)	-	(260)	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 6)	-	-	76	-	76
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(36)	(293)	21	(361)	(102)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(22)	(23)	(28)	(66)	(90)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(7)	(2)	(13)	(12)	(40)
Coûts de restructuration 4)	-	(192)	-	(192)	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	-	-	-	(425)	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 6)	-	-	54	-	54
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(29)	(217)	13	(695)	(76)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,05)	(0,34)	0,02	(1,08)	(0,11)
Résultats ajustés					
Revenus	5 820	5 617	5 459	17 115	16 605
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(269)	(332)	(253)	(962)	(965)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 551	5 285	5 206	16 153	15 640
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(186)	(160)	(202)	(487)	(620)
Charges autres que d'intérêts	(3 350)	(3 269)	(3 231)	(10 028)	(9 777)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 015	1 856	1 773	5 638	5 243
Charge d'impôts sur le résultat	(450)	(393)	(399)	(1 188)	(1 044)
Bénéfice net	1 565	1 463	1 374	4 450	4 199
BPA (\$)	2,36	2,20	2,03	6,67	6,22

- 1) Les éléments d'ajustement ont été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, ont été imputés aux groupes d'exploitation.
- 2) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 18, 19, 21, 24 et 26.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration sont inclus dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 5) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.
- 6) La dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.
Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2018 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les marchés financiers ou le crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique ainsi que la législation fiscale et les interprétations connexes, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, à la page 79 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, ainsi qu'aux sections sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, qui commencent à la page 86 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, à l'analyse figurant à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017, et à la section Gestion globale des risques, figurant ailleurs dans le présent document, sections qui présentent toutes l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine et à la conjoncture de marché globale, ainsi qu'à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques de notre rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2018.

Survol et perspectives économiques

L'économie canadienne a ralenti en raison essentiellement de la hausse des taux d'intérêt et des mesures mises en œuvre visant à freiner la croissance du marché de l'habitation et du crédit des ménages. Le PIB réel devrait connaître une croissance de 2,0 % en 2018 et de 1,8 % en 2019, en baisse par rapport à 3,0 % en 2017. Ce rythme modéré devrait tout de même permettre de réduire le taux de chômage pour le ramener à un creux de 5,7 % sur quatre décennies d'ici la fin de 2018. La croissance de la consommation des particuliers devrait ralentir à 2,0 % cette année, comparativement à une croissance de 3,5 % un an plus tôt, en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'endettement élevé des ménages, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité, qui s'établira à 4,2 %. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels devrait ralentir pour s'établir à 4,4 % en 2018 en raison de la hausse des coûts d'emprunt et du resserrement des règles hypothécaires. Toutefois, le marché de l'habitation est demeuré actif dans la plupart des régions en raison de la plus forte croissance démographique depuis un quart de siècle. Malgré la hausse des prix du pétrole et l'augmentation de l'utilisation de la capacité dans le secteur industriel, les investissements des entreprises devraient ralentir par rapport au rythme soutenu actuel en raison des taux d'intérêt plus élevés et de l'incertitude des relations commerciales en Amérique du Nord, ce qui se traduira par un ralentissement de la croissance des prêts aux entreprises à l'échelle de l'industrie, qui passera à 6,5 % en 2018, par rapport au taux à deux chiffres enregistré au cours des trois dernières années. Toutefois, les exportations devraient s'améliorer en réponse à la faiblesse du dollar canadien et à la forte demande aux États-Unis cette année. Après avoir relevé les taux directeurs de 100 points de base au total depuis juillet 2017, la Banque du Canada devrait relever les taux directeurs de 25 points de base supplémentaires plus tard cette année. L'économie canadienne est confrontée à des risques externes liés au sort de l'Accord de libre-échange nord-américain et aux politiques commerciales. Même si les tarifs douaniers imposés par le gouvernement américain sur l'acier et l'aluminium canadiens et les mesures de rétorsion canadiennes sur les biens américains devraient avoir des effets limités sur l'économie, les mesures commerciales protectionnistes actuellement à l'étude par le gouvernement américain, y compris celles visant les automobiles, pourraient avoir des effets plus néfastes.

L'économie américaine a fait preuve de vigueur, bénéficiant de politiques fiscales expansionnistes, de la réforme fiscale et de conditions financières favorables et de la solidité des dépenses des entreprises. Le PIB réel devrait progresser de 2,8 % en 2018 et de 2,5 % en 2019, en hausse par rapport à 2,2 % en 2017. La croissance marquée de l'emploi devrait ramener le taux de chômage à 3,7 % d'ici le début de la prochaine année, soit le niveau le plus bas depuis 1969. Les dépenses de consommation devraient progresser de 2,5 % en 2018 en raison de la baisse de l'impôt des particuliers, ce qui favorisera une croissance du crédit à la consommation de 4,0 % à l'échelle du secteur d'activité. L'activité sur le marché de l'habitation sensible aux taux d'intérêt semble près des sommets, ce qui laisse croire que la croissance des prêts hypothécaires résidentiels diminuera légèrement pour se situer à 4,1 % cette année. Les dépenses des entreprises devraient demeurer fortes, soutenues par une baisse de l'impôt des sociétés et par des incitatifs visant à rapatrier les bénéfices étrangers, augmentant ainsi la demande de crédit aux entreprises de 6,6 % en 2018. Les taux d'intérêt devraient continuer d'augmenter, et la Réserve fédérale devrait relever ses taux directeurs de 50 points de base supplémentaires au deuxième semestre de 2018. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques des États-Unis sont liés au protectionnisme commercial, aux tensions géopolitiques et à une éventuelle hausse de l'inflation. Les tarifs douaniers imposés jusqu'à présent ne devraient ralentir l'économie que modestement, mais des mesures protectionnistes supplémentaires pourraient entraîner une hausse du chômage. La hausse de 40 % des prix du pétrole au cours de la dernière année exercera une certaine pression à la hausse sur l'inflation et a également un effet modérateur sur l'économie.

La croissance économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait se raffermir, passant de 1,4 % en 2017 à 1,9 % en 2018 et à 1,7 % en 2019, en raison de la baisse de l'impôt fédéral et de l'augmentation de la production manufacturière. Toutefois, le taux de croissance devrait être inférieur au taux national en raison du ralentissement de l'expansion démographique et de contraintes budgétaires en Illinois.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont augmenté en regard du deuxième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017 du fait du raffermissement du dollar américain. Les résultats des neuf premiers mois de 2018 ont reculé par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du repli du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2017 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2018		Cumul 2018
	c. T3-2017	c. T2-2018	c. Cumul 2017
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3032	1,3032	1,2821
Période antérieure	1,2974	1,2858	1,3223
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	4	13	(91)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	4	11	(73)
Augmentation (diminution) des revenus	8	24	(164)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(1)	6
Diminution (augmentation) des charges	(6)	(18)	119
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(1)	-	24
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	1	5	(15)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	-	0,01	(0,02)
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	4	13	(91)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	4	11	(73)
Augmentation (diminution) des revenus	8	24	(164)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(1)	6
Diminution (augmentation) des charges	(6)	(16)	116
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	-	(1)	9
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	2	6	(33)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	-	0,01	(0,05)

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Le bénéfice net s'est établi à 1 536 millions de dollars, en hausse de 149 millions, ou de 11 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 565 millions, en hausse de 191 millions, ou de 14 %, par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes ainsi que de la baisse de 54 millions après impôts de la provision générale inscrite pour l'exercice précédent. Le BPA, établi à 2,31 \$, a progressé de 0,26 \$, ou de 13 %, en regard de l'exercice précédent. Le BPA ajusté, établi à 2,36 \$, a augmenté de 0,33 \$, ou de 16 %.

Les résultats reflètent la forte croissance de PE États-Unis et la bonne performance de PE Canada, de BMO Marchés des capitaux et de la Gestion de patrimoine, attribuable essentiellement à l'augmentation des revenus, et un recul de la perte des Services d'entreprise.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net a progressé de 290 millions de dollars, ou de 23 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est renforcé de 102 millions, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de la charge de restructuration de 192 millions après impôts pour le trimestre précédent, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA a augmenté de 0,45 \$, ou de 24 %, et le BPA ajusté a progressé de 0,16 \$, ou de 7 %.

Les résultats reflètent la hausse du bénéfice net de PE Canada, de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis, principalement attribuable à l'augmentation des revenus, y compris l'incidence qu'ont eu les trois jours de plus qu'a compté le trimestre à l'étude, alors que les résultats de la Gestion de patrimoine sont demeurés relativement inchangés et que la perte des Services d'entreprise a été moins élevée.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Le bénéfice net pour les neuf premiers mois de 2018 s'est établi à 3 755 millions de dollars, en baisse de 368 millions, ou de 9 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 4 450 millions, en hausse de 251 millions, ou de 6 %, soit de 7 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Le BPA s'est établi à 5,59 \$, en baisse de 0,52 \$, ou de 8 %, et le BPA ajusté s'est établi à 6,67 \$, en hausse de 0,45 \$, ou de 7 %, soit de 8 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis au premier trimestre et de la charge de restructuration au deuxième trimestre du présent exercice, de la baisse de la provision générale au troisième trimestre de l'exercice précédent, dont la totalité a été comptabilisée dans les Services d'entreprise, ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis.

Le bénéfice net a progressé pour PE États-Unis et pour la Gestion de patrimoine alors que les résultats de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, en regard de la vigoureuse performance enregistrée pour l'exercice précédent et le bénéfice net de PE Canada a reculé légèrement.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Les revenus, établis à 5 820 millions de dollars, ont progressé de 361 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 551 millions, ont augmenté de 345 millions, ou de 7 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus ont progressé dans tous les groupes d'exploitation par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 2 607 millions de dollars, ont augmenté de 74 millions, ou de 3 %, du fait de l'augmentation des volumes de prêts ainsi que de la hausse des volumes de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts des Services bancaires PE, facteurs en partie atténués par la diminution des revenus nets d'intérêts provenant de certaines activités de négociation. L'actif productif moyen, qui s'est établi à 692,1 milliards de dollars, a progressé de 45,5 milliards, ou de 7 %, en raison de la croissance des prêts, de la hausse des titres pris en pension ou empruntés, de la hausse des valeurs mobilières et de l'augmentation de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO a reculé de 6 points de base, soit de 4 points de base compte non tenu des activités de négociation, pour se situer à 1,86 %, principalement alimentée par le rétrécissement des marges de BMO Marchés des capitaux attribuable essentiellement à l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge, facteur en partie compensé par l'élargissement des marges de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 944 millions de dollars, a progressé de 271 millions, ou de 10 %, une hausse ayant été enregistrée dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts, particulièrement les revenus de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 26 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, et ce, en raison de la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude comparativement à une augmentation des taux d'intérêt à long terme qui avait fait diminuer la juste valeur des placements d'assurance pour l'exercice précédent, de la vigueur des marchés boursiers au cours du présent exercice et de la croissance des activités sous-jacentes, facteurs en grande partie compensés par la baisse des ventes de rentes.

Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont constitués essentiellement de placements et de certains titres de participation. Ces placements sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 13. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus ont progressé de 203 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus nets ont monté de 266 millions, ou de 5 %, ce qui reflète la croissance des activités et l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Les revenus de BMO Marchés des capitaux, de PE États-Unis et de PE Canada ont progressé, tandis que ceux de la Gestion de patrimoine sont demeurés relativement stables.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 2 607 millions de dollars, ont augmenté de 116 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison essentiellement de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, de l'augmentation des volumes de prêts ainsi que de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la hausse des volumes de dépôts des Services bancaires PE. L'actif productif moyen a progressé de 20,4 milliards de dollars, ou de 3 %, en raison principalement de la hausse des titres pris en pension ou empruntés, de la croissance des prêts et de la hausse des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts globale de BMO, selon la formule tout-compris et compte non tenu des activités de négociation, a rétréci de 3 points de base par rapport au trimestre précédent pour se situer à 1,86 %, du fait du rétrécissement des marges de BMO Marchés des capitaux, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 150 millions de dollars, ou de 5 %, en raison surtout de la hausse des revenus de négociation ainsi que de l'augmentation des commissions de prise ferme et de consultation.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 33 millions de dollars, en raison de la baisse des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude, facteur en partie neutralisé par la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude comparativement à la hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait fait diminuer la juste valeur des placements au trimestre précédent, et de la vigueur des marchés boursiers au cours du trimestre. Le repli des revenus d'assurance a été contrebalancé en grande partie par l'augmentation des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 13.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Les revenus pour les neuf premiers mois de 2018 ont augmenté de 510 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 17 115 millions. Sur une base nette, les revenus, établis à 16 153 millions, ont progressé de 513 millions, ou de 3 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Les revenus nets de l'exercice précédent comprennent le profit net de 133 millions attribuable à un profit réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis.

Les revenus ont augmenté pour PE États-Unis, la Gestion de patrimoine et PE Canada, alors que ceux de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, en raison principalement de la diminution des revenus de négociation et des activités de banque d'affaires.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 7 644 millions de dollars, ont progressé de 172 millions, ou de 2 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de l'augmentation des volumes de prêts, ainsi que de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la hausse des volumes de dépôts des Services bancaires PE, facteurs en partie atténués par la diminution des revenus nets d'intérêts provenant de certaines activités de négociation. L'actif productif moyen, établi à 673,2 milliards de dollars, a progressé de 25,0 milliards, ou de 4 %, soit de 32,5 milliards, ou de 5 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de la croissance des prêts, de la hausse des valeurs mobilières et de l'augmentation de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO, établie à 1,52 %, a reculé de 2 points de base, en raison essentiellement de la diminution des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation, ce qui a été compensé par les marges plus élevées qu'ont dégagées les Services bancaires PE. La marge nette d'intérêts compte non tenu des activités de négociation s'est élargie de 3 points de base, pour se situer à 1,89 %, alimentée par l'élargissement des marges sur les prêts et les dépôts et la hausse des volumes de dépôts de PE Canada ainsi que par l'élargissement des marges sur les dépôts de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 8 509 millions de dollars, a affiché une hausse de 341 millions, ou de 4 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, étant donné que les hausses enregistrées dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts ont été en partie compensées par le profit net inscrit pour l'exercice précédent et par la baisse des commissions de prise ferme et de consultation ainsi que des revenus d'assurance.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale aux termes de l'IAS 39. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 186 millions de dollars, en hausse de 60 millions sur un an. Après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle exclut une baisse de 76 millions avant impôts de la provision générale inscrite pour l'exercice précédent, a reculé de 16 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 177 millions, a diminué de 25 millions par rapport au montant de 202 millions inscrit pour l'exercice précédent, ce qui reflète principalement une baisse des dotations de PE États-Unis. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions a été inscrite, en raison principalement d'une hausse de la pondération du scénario économique pessimiste attribuable aux inquiétudes au sujet du commerce. Les dotations à la provision liées aux prêts productifs de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux ont été partiellement contrebalancées par une diminution de la provision liée aux prêts productifs de PE États-Unis. Les changements dans les facteurs macroéconomiques ont contribué à l'augmentation de la provision de PE Canada et à la diminution de celle de PE États-Unis.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé de 26 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a monté de 5 millions. Au cours du trimestre considéré, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de pertes sur créance de 12 millions au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 487 millions de dollars, soit une baisse de 57 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 133 millions, et elle ne tient pas compte de la diminution de la provision générale inscrite pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 97 millions, ce qui reflète des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux, comparativement à des dotations nettes pour l'exercice précédent, et une baisse des dotations des autres groupes d'exploitation. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 36 millions a été inscrit pour le présent exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de la dotation à la provision pour pertes sur créance sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T3-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	120	54	174	2	3	(2)	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	17	(14)	3	2	4	-	9
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	137	40	177	4	7	(2)	186
T2-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	131	66	197	1	(16)	(10)	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(3)	(12)	(15)	(1)	3	1	(12)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	128	54	182	-	(13)	(9)	160
T3-2017							
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	119	77	196	5	(2)	(73)	126
Cumul 2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	348	197	545	4	(14)	(12)	523
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	18	(56)	(38)	(1)	3	-	(36)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	366	141	507	3	(11)	(12)	487
Cumul 2017							
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	353	225	578	8	40	(82)	544

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,17	0,14	0,17	0,20
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,18	0,22	0,18	0,22

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 076 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en baisse par rapport à 2 154 millions pour l'exercice précédent, en raison des diminutions enregistrées à l'égard des prêts douteux aux particuliers ainsi que des prêts douteux aux entreprises et aux administrations publiques. Le SBPD a reculé de 76 millions en regard de celui de 2 152 millions constaté au deuxième trimestre de 2018.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 522 millions de dollars, en baisse par rapport à 578 millions au deuxième trimestre de 2018 et en hausse par rapport à 405 millions pour l'exercice précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
SBPD à l'ouverture de la période	2 152	2 149	2 439	2 220	2 383
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	522	578	405	1 635	1 666
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(151)	(193)	(159)	(520)	(472)
Remboursements, montant net	(322)	(271)	(238)	(837)	(833)
Montants sortis du bilan	(140)	(161)	(149)	(424)	(472)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	(6)	1	(6)	(1)
Fluctuations des cours de change et autres variations	15	56	(145)	8	(117)
SBPD à la clôture de la période	2 076	2 152	2 154	2 076	2 154
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,53	0,56	0,58	0,53	0,58

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 269 millions de dollars au troisième trimestre de 2018, en hausse de 16 millions par rapport au montant de 253 millions inscrit au troisième trimestre de 2017, en raison de la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, comparativement à la hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités pour l'exercice précédent, de l'incidence de la vigueur des marchés boursiers au cours du trimestre considéré et de la croissance des activités sous-jacentes, facteurs en grande partie contrebalancés par l'incidence du recul des ventes de rentes. Les SCVPI ont diminué de 63 millions de dollars par rapport au montant de 332 millions inscrit au deuxième trimestre de 2018, en raison de l'incidence du recul des ventes de rentes pour le trimestre à l'étude, ce qui a été en partie compensé par la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, comparativement à la hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre précédent, et par l'incidence de la vigueur des marchés boursiers au cours du trimestre considéré. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 386 millions de dollars, ont augmenté de 100 millions, ou de 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 350 millions, ont augmenté de 119 millions, ou de 4 %, la hausse des investissements dans les technologies expliquant la majeure partie de l'augmentation. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont diminué de 176 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018, en raison principalement de la charge de restructuration de 260 millions de dollars avant impôts inscrite pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont progressé de 81 millions, ou de 2 %, en raison des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +3,6 % d'un exercice à l'autre et le levier d'exploitation ajusté s'est situé à +2,9 % d'un exercice à l'autre.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 58,2 %, contre 60,2 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 61,0 %, comparativement à 63,1 % un an plus tôt. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 57,6 %, contre 59,2 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 60,3 %, comparativement à 62,1 % un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts comptables pour les neuf premiers mois de 2018 ont progressé de 434 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 251 millions, ou de 3 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat, établie à 443 millions de dollars, a augmenté de 36 millions par rapport au troisième trimestre de 2017, et a progressé de 126 millions par rapport au deuxième trimestre de 2018. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 22,4 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 22,7 % pour l'exercice précédent et à 20,3 % au deuxième trimestre de 2018.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 450 millions de dollars, en hausse de 51 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent et en hausse de 57 millions comparativement au deuxième trimestre de 2018. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 22,4 % pour le trimestre à l'étude, contre 22,5 % un an plus tôt et 21,2 % au deuxième trimestre de 2018. La hausse du taux d'impôt ajusté pour le trimestre à l'étude par rapport au deuxième trimestre de 2018 est principalement attribuable aux changements dans la composition des résultats. La légère variation du taux d'impôt ajusté pour le trimestre à l'étude par rapport au troisième trimestre de 2017 est principalement attribuable aux changements dans la composition des résultats, facteur en partie contrebalancé par la diminution du taux d'impôt américain au cours du trimestre considéré.

Sur une base d'imposition comparable (bic), le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 24,7 %, comparativement à 25,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 23,3 % au deuxième trimestre de 2018. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 24,7 %, comparativement à 25,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 23,7 % au deuxième trimestre de 2018.

Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur l'incidence de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2018

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 juillet 2018.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté comparativement à 11,3 % à la fin du deuxième trimestre, en raison de l'incidence de l'augmentation des résultats non distribués, en partie compensée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, découlant principalement de la croissance des activités, et les rachats d'actions au cours du trimestre. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est demeuré stable par rapport à celui enregistré au 31 octobre 2017, étant donné que l'augmentation des résultats non distribués et l'élimination du plancher de Bâle I ont été en grande partie compensées par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et par les rachats d'actions. Les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Au 31 juillet 2018, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 31,7 milliards de dollars, en hausse par rapport à 30,8 milliards au 30 avril 2018, ce qui a découlé principalement de l'augmentation des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, facteur en partie compensé par les rachats d'actions au cours du trimestre. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ont progressé par rapport à 30,6 milliards de dollars au 31 octobre 2017, en raison principalement de l'incidence de l'augmentation des résultats non distribués, en partie compensée par les rachats d'actions.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 277,5 milliards de dollars au 31 juillet 2018, en hausse par rapport à 273,0 milliards au 30 avril 2018, en raison de la croissance des activités et de l'incidence des variations des cours de change, facteurs en partie compensés par les changements apportés à la qualité du portefeuille. Les actifs pondérés en fonction des risques ont monté par rapport à 269,5 milliards au 31 octobre 2017, du fait principalement de la croissance des activités, en partie compensée par l'élimination du plancher de Bâle I.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,9 % et à 14,9 % au 31 juillet 2018, comparativement à 12,9 % et à 15,0 %, respectivement, au 30 avril 2018. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 est demeuré stable étant donné que l'augmentation des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a été compensée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et par les rachats d'actions privilégiées annoncés au cours du trimestre. Le total du ratio des fonds propres a subi une baisse étant donné que l'accroissement des fonds propres a été plus que contré par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 13,0 % et à 15,1 % au 31 octobre 2017. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres au 31 juillet 2018 ont baissé par rapport à ceux enregistrés au 31 octobre 2017, en raison de l'incidence de l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques, laquelle a été en partie compensée par l'accroissement des fonds propres.

Au 31 juillet 2018, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,2 %, et est demeuré inchangé par rapport au 30 avril 2018. Le ratio de levier au 31 juillet 2018 était en baisse par rapport à celui de 4,4 % enregistré au 31 octobre 2017, en raison essentiellement de l'augmentation des positions de levier alimentée par la croissance des activités.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut contrer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au troisième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En juillet 2018, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié pour consultation un document de travail sur la mise en œuvre nationale proposée des réformes finales de Bâle III, lesquelles ont été publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) en décembre 2017. Le document de travail présente les points de vue préliminaires du BSIF sur la portée et le calendrier de la mise en œuvre des réformes de Bâle III au Canada. Alors que le CBCB prévoyait une période de transition de cinq ans pour le plancher de fonds propres pour les actifs pondérés en fonction des risques, qui passerait de 50 % en 2022 à 72,5 % en 2027, le BSIF propose de fixer ce plancher à 72,5 % lors de la mise en œuvre des réformes au premier trimestre de 2022.

En juillet 2018, le BSIF a publié, aux fins de consultation, des modifications de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP), qui seront mises en œuvre au cours du premier trimestre de 2019. Les principales modifications se rapportent à la mise en œuvre au niveau national de l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie (AS-RCC) et à des révisions des exigences de fonds propres à l'égard des expositions des banques aux contreparties centrales ainsi que du cadre de titrisation. Ces modifications devraient entraîner une légère augmentation de la quantité de fonds propres que nous sommes tenus de détenir. La ligne directrice révisée sur les NFP intègre également des modifications du coefficient de rajustement du plancher des fonds propres annoncées par le BSIF en janvier 2018, lesquelles comprennent une transition vers l'approche standard de Bâle II ainsi qu'une réduction du coefficient de rajustement du plancher, qui passera à 70 % au deuxième trimestre de l'exercice 2018, à 72,5 % au troisième trimestre et à 75 % à partir du quatrième trimestre. En août 2018, le BSIF a également publié, aux fins de consultation, des modifications de la ligne directrice sur les exigences de levier afin de les harmoniser avec les modifications visant le risque de crédit de contrepartie et le cadre de titrisation proposé dans la ligne directrice révisée sur les NFP.

En juin 2018, le BSIF a publié les détails relatifs à la réserve pour stabilité intérieure qui devrait être détenue par les banques d'importance systémique nationale (BISN) canadiennes au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. La réserve pour stabilité intérieure constituée de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situera entre 0 % et 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques d'une banque et elle est actuellement fixée à 1,5 %.

En mai 2018, le CBCB a établi la version définitive de sa norme intitulée *Capital Treatment for Simple, Transparent and Comparable Short-Term Securitizations*, qui renferme des lignes directrices et des dispositions supplémentaires sur le recours à un traitement privilégié en matière de fonds propres réglementaires dans le cadre de titrisations à court terme. Comme il l'a fait pour le dispositif visant les titrisations à court terme, nous nous attendons à ce que le BSIF adopte ce dispositif en vue d'une mise en œuvre à l'échelle nationale au premier trimestre de 2019.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime canadien de recapitalisation des banques (le régime de recapitalisation interne, qui entrera en vigueur le 23 septembre 2018). Le régime de recapitalisation interne est conforme aux normes internationales élaborées par le Conseil de stabilité financière, mais il est adapté au contexte canadien. Parallèlement à la réglementation, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (CTAP) pour les BISN, laquelle exige le maintien d'un ratio CTAP minimal fondé sur le risque et un ratio de levier CTAP minimal à compter du 1^{er} novembre 2021. Le 21 août 2018, le BSIF a fixé comme suit les exigences minimales en matière de CTAP : 1) un ratio CTAP minimal fondé sur les risques de 21,5 % des actifs pondérés en fonction des risques; et 2) un ratio de levier CTAP minimal de 6,75 %. En outre, les BISN devront maintenir des réserves supérieures aux ratios CTAP minimaux, y compris la réserve pour stabilité intérieure (actuellement établie à 1,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques) et toute augmentation des fonds propres pour les risques idiosyncrasiques du deuxième pilier. Si l'on tient compte des réserves telles qu'elles sont actuellement établies, le ratio CTAP fondé sur les risques des BISN aux fins des cibles de surveillance devrait être de 23,0 % lorsque les exigences minimales entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2021. En mai 2018, le BSIF a publié les exigences définitives en matière de communication de la CTAP, lesquelles entreront en vigueur pour le premier trimestre de l'exercice 2019.

En mars 2018, le CBCB a publié un document consultatif sur la révision des exigences minimales de fonds propres à l'égard du risque de marché. Le document de consultation proposait un certain nombre de révisions à la norme sur le risque de marché publiée en janvier 2016, y compris une solution de rechange simplifiée à l'approche standard révisée sur le risque de marché. La mise en œuvre de la norme révisée sur le risque a été prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2022, ce qui donnera plus de temps aux banques pour mettre en place l'infrastructure de systèmes nécessaire à l'application de la norme et au CBCB pour régler certaines questions en suspens.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 99 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 109 à 111 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les NFP établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75 du Rapport annuel de BMO pour 2017.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

Ratios de fonds propres et ratios de levier selon Bâle III	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 juillet 2018
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,5 %	9,5 %	11,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,5 %	11,0 %	12,9 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,5 %	13,0 %	14,9 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,2 %

- 1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît de la réserve de fonds propres au titre du premier pilier, qui est de 3,5 % et qui peut absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, la réserve de fonds propres au titre du premier pilier comprend la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, le supplément en actions ordinaires de 1,0 % applicable aux BISN et la réserve contracyclique prescrite par le BSIF (négligeable pour le troisième trimestre de 2018). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve augmentée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.
- 2) Le BSIF exige que toutes les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques et, à l'heure actuelle, elle est établie à 1,5 %. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve ne se verra pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2018	T2-2018	T4-2017
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	40 516	39 506	40 114
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(8 828)	(8 713)	(9 481)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	31 688	30 793	30 633
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	4 390	4 690	4 690
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(353)	(269)	(215)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 037	4 421	4 475
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	35 725	35 214	35 108
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	5 849	5 849	5 538
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(141)	(122)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	5 708	5 727	5 488
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	41 433	40 941	40 596
Actifs pondérés en fonction des risques 4) 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	277 506	273 011	269 466
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	277 681	273 184	269 466
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	277 857	273 357	269 466

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,9	12,9	13,0
Ratio du total des fonds propres	14,9	15,0	15,1

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) La mise en œuvre progressive de l'ajustement d'évaluation du crédit a débuté au premier trimestre de 2014. Les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, de 77 % et de 81 %, respectivement, en 2017 et de 80 %, de 83 % et de 86 % respectivement en 2018.
- 5) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF. Le BSIF a révisé son approche du plancher de fonds propres avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, le coefficient de rajustement du plancher s'établissant à 70 % au deuxième trimestre, à 72,5 % au troisième trimestre et à 75 % au quatrième trimestre et par la suite.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 31 juillet 2018	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	639,9
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Billets à moyen terme	
Série H – tranche 1 1)	1 000 \$
Série H – tranche 2 1)	1 000 \$
Série I – tranche 1 1)	1 250 \$
Série I – tranche 2 1)	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % 2)	1 250 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	4,5
Droits non acquis	2,3

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 et tranche 2 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 171 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.
- 2) Des détails sur les billets subordonnés à 3,803 % sont présentés à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 172 du Rapport annuel pour 2017 de BMO, traitent en détail du capital social.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Le 1^{er} juin 2018, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée de un an. Aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous pouvons racheter aux fins d'annulation jusqu'à 20 millions d'actions ordinaires. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués sont assujettis aux approbations réglementaires et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat. Au cours du trimestre, nous avons racheté aux fins d'annulation 1 million d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un total de 9 millions d'actions pour les neuf premiers mois de 2018 et de 10 millions d'actions pour les quatre derniers trimestres.

Au cours du trimestre à l'étude, 295 752 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 28 juin 2018, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 août 2018, la totalité de nos 6 267 391 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 16 (actions de série 16, en circulation, et la totalité de nos 5 732 609 actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 17 (actions de série 17, en circulation, à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action majoré de tous les dividendes déclarés et impayés. Le 25 août 2018, BMO a racheté les actions de série 16 et les actions de série 17.

Dividendes

Le 28 août 2018, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 0,96 \$ par action, soit le même montant qu'au trimestre précédent, et de 0,06 \$ par action, ou environ 7 %, de plus que pour l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 27 novembre 2018 aux actionnaires inscrits le 1^{er} novembre 2018. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2018.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Depuis le premier trimestre de 2018, les ventilations de certains revenus des Services d'entreprise aux groupes d'exploitation ont été actualisées afin de refléter les activités commerciales sous-jacentes. Les résultats des périodes antérieures et les ratios se rapportant à ces périodes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Par ailleurs, les reclassements suivants ont été faits depuis le premier trimestre de 2018. Les pertes sur les prêts liées à certains coûts occasionnés par des activités frauduleuses ont été reclassées depuis la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les charges autres que d'intérêts de PE Canada et de PE États-Unis. Certains frais ont été reclassés depuis les frais de service liés aux dépôts et aux ordres de paiement dans les frais de services de cartes des revenus autres que d'intérêts de PE Canada. De plus, les soldes des garanties en trésorerie ont été reclassés depuis les prêts et dépôts dans les autres actifs et autres passifs de BMO Marchés des capitaux. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 9, nous répartissons la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs et les provisions correspondantes entre les groupes d'exploitation. Au cours de l'exercice 2017 et au cours des exercices antérieurs, la dotation à la provision générale et la provision générale étaient attribuées aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 396	2 274	2 229	6 953	6 549
Revenus autres que d'intérêts	841	802	805	2 476	2 461
Total des revenus (bic)	3 237	3 076	3 034	9 429	9 010
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	174	197	s. o.	545	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	3	(15)	s. o.	(38)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	177	182	196	507	578
Charges autres que d'intérêts	1 732	1 658	1 661	5 077	4 924
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 328	1 236	1 177	3 845	3 508
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	322	298	296	944	864
Bénéfice net comptable	1 006	938	881	2 901	2 644
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	12	12	12	35	37
Bénéfice net ajusté	1 018	950	893	2 936	2 681
Croissance du bénéfice net (%)	14,1	21,8	5,8	9,7	10,3
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	13,9	21,3	5,6	9,5	10,0
Croissance des revenus (%)	6,7	7,0	3,4	4,7	4,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,4	2,4	4,9	3,1	3,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,5	2,5	5,0	3,2	3,1
Rendement des capitaux propres (%)	18,5	18,2	16,7	18,4	16,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,8	18,5	16,9	18,6	16,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	2,3	4,6	(1,5)	1,6	1,7
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	2,2	4,5	(1,6)	1,5	1,6
Ratio d'efficacité (%) (bic)	53,5	53,9	54,7	53,9	54,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	53,1	53,4	54,2	53,4	54,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,97	2,97	2,91	2,96	2,88
Actif productif moyen	319 954	313 568	303 642	313 780	303 617
Solde moyen brut des prêts et acceptations	325 545	318 262	306 193	318 516	305 358
Solde moyen net des prêts et acceptations	323 984	316 712	306 089	317 019	305 213
Solde moyen des dépôts	251 671	248 013	238 998	247 396	239 130

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de 15 millions de dollars pour les troisième et deuxième trimestres de 2018, de 17 millions pour le troisième trimestre de 2017, de 45 millions pour les neuf premiers mois de 2018 et de 50 millions pour les neuf premiers mois de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net des Services bancaires PE s'est situé à 1 006 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 14 % en regard de l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 1 018 millions, ce qui constitue une hausse de 14 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts	1 402	1 338	1 335	4 120	3 892
Revenus autres que d'intérêts	550	521	521	1 624	1 667
Total des revenus	1 952	1 859	1 856	5 744	5 559
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	120	131	s. o.	348	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	17	(3)	s. o.	18	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	137	128	119	366	353
Charges autres que d'intérêts	949	936	912	2 851	2 705
Bénéfice avant impôts sur le résultat	866	795	825	2 527	2 501
Charge d'impôts sur le résultat	224	205	212	648	614
Bénéfice net comptable	642	590	613	1 879	1 887
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	1	1	1	2
Bénéfice net ajusté	642	591	614	1 880	1 889
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 257	1 214	1 205	3 747	3 491
Revenus des services bancaires aux entreprises	695	645	651	1 997	2 068
Croissance du bénéfice net (%)	4,6	11,0	8,8	(0,5)	16,1
Croissance des revenus (%)	5,2	7,8	4,5	3,3	7,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,1	5,3	4,5	5,4	3,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,1	5,4	4,5	5,4	3,7
Levier d'exploitation (%)	1,1	2,5	-	(2,1)	3,6
Levier d'exploitation ajusté (%)	1,1	2,4	-	(2,1)	3,6
Ratio d'efficience (%)	48,6	50,4	49,1	49,6	48,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,60	2,59	2,54	2,60	2,51
Actif productif moyen	213 829	211 840	208 682	212 183	207 041
Solde moyen brut des prêts et acceptations	224 799	222 153	217 065	222 384	214 746
Solde moyen net des prêts et acceptations	223 936	221 296	216 878	221 529	214 573
Solde moyen des dépôts	159 818	158 032	154 102	158 472	151 871

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de néant pour le troisième trimestre de 2018, de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 et le troisième trimestre de 2017, de 1 million pour les neuf premiers mois de 2018 et de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 642 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 29 millions, ou de 5 %, et le bénéfice net ajusté qui s'est élevé à 642 millions a progressé de 28 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus s'étant établis à 1 952 millions de dollars affichent une croissance de 96 millions, ou de 5 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la progression des soldes de la plupart des produits, à la hausse des revenus autres que d'intérêts et à l'amélioration des marges. La marge nette d'intérêts a été de 2,60 %, pour une hausse de 6 points de base en raison de l'amélioration des marges sur les prêts et les dépôts et de l'accroissement des volumes de dépôts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers se sont accrues de 52 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, de l'amélioration des marges et de l'augmentation des soldes de la plupart des produits.

Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 44 millions de dollars, ou de 7 %, en raison d'une hausse des soldes de la plupart des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 18 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, pour s'établir à 137 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 1 million, pour s'établir à 120 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 17 millions au cours du trimestre considéré. Atteignant 949 millions, les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 37 millions, ou de 4 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, et tout particulièrement l'accroissement des investissements dans les technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,7 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport à un an plus tôt, et s'est chiffré à 224,8 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, n'a pas varié, ce qui est le résultat d'une participation réduite aux marchés de prêts hypothécaires non exclusifs offerts par des intermédiaires alors que les prêts hypothécaires aux entreprises exclusifs ont affiché une croissance de 3 %. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 11 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 5,7 milliards de dollars, ou de 4 %, et s'est chiffré à 159,8 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 1 %, ce qui inclut une augmentation de 5 % des soldes de comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 8 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a progressé de 52 millions de dollars, ou de 9 %, et le bénéfice net ajusté a progressé de 51 millions, ou de 9 %.

Les revenus ont augmenté de 93 millions de dollars, ou de 5 %, du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus et en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et d'une hausse des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,60 %, s'étant améliorée de 1 point de base.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont progressé de 43 millions de dollars, ou de 4 %, du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus et en raison d'une hausse des soldes de la plupart des produits. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 50 millions, ou de 8 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, et par suite de l'augmentation des soldes de la plupart des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 11 millions en raison de l'amenuisement des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers, lequel a été contrebalancé en partie par l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 17 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, en comparaison d'un recouvrement de pertes sur créances de 3 millions enregistré pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 13 millions, ou de 1 %, du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou de 1 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 1,8 milliard, ou de 1 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

En ce qui a trait aux neuf premiers mois de l'exercice considéré, le bénéfice net comptable s'est contracté de 8 millions de dollars pour s'établir à 1 879 millions et le bénéfice net ajusté s'est contracté de 9 millions pour s'établir à 1 880 millions.

Les revenus ont progressé de 185 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'accroissement des soldes de la plupart des produits et de l'amélioration des marges, facteurs atténués par le repli des revenus autres que d'intérêts. Un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation a été enregistré pour le premier trimestre de 2018 alors qu'un profit sur la vente de Moneris US de 187 millions a été enregistré pour le premier trimestre de 2017. La marge nette d'intérêts de 2,60 % a affiché une hausse de 9 points de base en raison de l'amélioration des marges sur les prêts et les dépôts et de l'accroissement des volumes de dépôts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a progressé de 13 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 5 millions, ce qui a découlé de la baisse de la dotation à la provision liée aux prêts aux entreprises, laquelle a été atténuée par une augmentation de la dotation à la provision liée aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 18 millions de dollars pour les neuf premiers mois considérés. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 146 millions, ou de 5 %, ce qui tient compte des investissements continus dans les activités, à savoir l'accroissement des investissements dans les technologies, ainsi que de la provision pour frais juridiques de l'exercice en cours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,6 milliards de dollars, ou de 4 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 6,6 milliards, ou de 4 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	762	729	689	2 209	2 010
Revenus autres que d'intérêts	223	218	219	664	601
Total des revenus (bic)	985	947	908	2 873	2 611
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	42	51	s. o.	155	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(11)	(9)	s. o.	(45)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	31	42	58	110	169
Charges autres que d'intérêts	601	562	578	1 736	1 679
Bénéfice avant impôts sur le résultat	353	343	272	1 027	763
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	74	71	66	229	190
Bénéfice net comptable	279	272	206	798	573
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	9	8	9	26	27
Bénéfice net ajusté	288	280	215	824	600
Croissance du bénéfice net (%)	35,3	52,1	0,1	39,3	(1,8)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	33,8	49,5	(0,1)	37,4	(1,9)
Croissance des revenus (%)	8,5	10,4	2,2	10,0	1,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,1	3,0	5,8	3,4	2,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,3	3,2	6,1	3,6	2,6
Levier d'exploitation (%) (bic)	4,4	7,4	(3,6)	6,6	(1,3)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	4,2	7,2	(3,9)	6,4	(1,5)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	61,0	59,3	63,6	60,4	64,3
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	59,9	58,1	62,2	59,2	62,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,71	3,77	3,74	3,73	3,68
Actif productif moyen	81 428	79 118	73 221	79 217	73 045
Solde moyen brut des prêts et acceptations	77 301	74 747	68 727	74 954	68 536
Solde moyen net des prêts et acceptations	76 765	74 208	68 791	74 454	68 557
Solde moyen des dépôts	70 478	69 982	65 424	69 341	65 984

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	994	936	894	2 833	2 657
Revenus autres que d'intérêts	291	281	284	852	794
Total des revenus (bic)	1 285	1 217	1 178	3 685	3 451
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	54	66	s. o.	197	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(14)	(12)	s. o.	(56)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	40	54	77	141	225
Charges autres que d'intérêts	783	722	749	2 226	2 219
Bénéfice avant impôts sur le résultat	462	441	352	1 318	1 007
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	98	93	84	296	250
Bénéfice net comptable	364	348	268	1 022	757
Bénéfice net ajusté	376	359	279	1 056	792
Croissance du bénéfice net (%)	36,0	45,6	(0,4)	35,1	(2,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	34,4	43,2	(0,6)	33,3	(2,2)
Croissance des revenus (%)	9,0	5,9	1,8	6,8	0,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,6	(1,2)	5,4	0,3	2,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,9	(1,0)	5,6	0,6	2,2
Actif productif moyen	106 125	101 728	94 960	101 597	96 576
Solde moyen brut des prêts et acceptations	100 746	96 109	89 128	96 132	90 612
Solde moyen net des prêts et acceptations	100 048	95 416	89 211	95 490	90 640
Solde moyen des dépôts	91 853	89 981	84 896	88 924	87 259

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars américains pour les troisième et deuxième trimestres de 2018, de 12 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2017, de 34 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2018 et de 36 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

À 364 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 96 millions, ou de 36 %, et, après ajustement, il a atteint 376 millions, ayant progressé de 97 millions, ou de 34 %, par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

À 279 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 73 millions, ou de 35 %, et, après ajustement, il a atteint 288 millions, ayant progressé de 73 millions, ou de 34 %, par rapport à un an plus tôt, en raison d'une bonne croissance des revenus, de l'avantage découlant de la réforme fiscale et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges. L'avantage conféré par la réforme fiscale correspond à une augmentation du bénéfice net comptable d'environ 29 millions de dollars et à une augmentation du bénéfice net ajusté d'environ 31 millions.

À 985 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 77 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des revenus générés par les dépôts et à l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a rétréci de 3 points de base, pour s'établir à 3,71 %, en raison du fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, des changements dans la combinaison des activités, de la compression des marges sur les prêts qui se poursuit et d'une baisse des recouvrements d'intérêts, facteurs atténués par l'accroissement des revenus tirés des dépôts attribuable surtout à la hausse des taux d'intérêt.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 31 millions de dollars, ayant diminué de 27 millions par rapport à un an plus tôt. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 42 millions a diminué de 16 millions en raison de la baisse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux particuliers. Il y a eu un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 11 millions au cours du trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 23 millions de dollars, ou de 4 %, pour se fixer à 601 millions et, après ajustement, elles se sont élevées à 590 millions, ce qui représente une hausse de 24 millions, ou de 4 %, attribuable à l'incidence de facteurs non récurrents et aux investissements continus dans les activités et particulièrement aux investissements dans les technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 8,6 milliards de dollars, ou de 12 %, sur un an, pour s'établir à 77,3 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 13 % et l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers, ce qui est attribuable principalement à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires de 2,1 milliards au cours du premier trimestre de 2018.

Le solde moyen des dépôts a progressé de 5,1 milliards de dollars, ou de 8 %, sur un an pour s'établir à 70,5 milliards, auquel s'ajoute un accroissement de 11 % des volumes des dépôts des particuliers et de 2 % des volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 16 millions de dollars, ou de 4 %, et le bénéfice net ajusté a progressé de 17 millions, ou de 4 %, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 7 millions de dollars, ou de 3 %, ce qui correspond, après ajustement, à une progression de 8 millions, ou de 3 %, cette augmentation étant attribuable à une croissance des revenus et à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont été annulées en partie par une hausse des charges.

Les revenus se sont accrus de 38 millions de dollars, ou de 4 %, en raison essentiellement du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, de la progression des revenus générés par les dépôts et de l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est érodée de 6 points de base du fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et en raison de la compression des marges sur les prêts qui se poursuit et de la baisse des recouvrements d'intérêts, ce qui a été annulé dans une certaine mesure par la progression des revenus générés par les dépôts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a accusé une baisse de 11 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 9 millions en raison principalement de la diminution des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Il y a eu un recouvrement de pertes sur créances de 11 millions au cours du trimestre considéré, comparativement à 9 millions pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont augmenté de 39 millions, ou de 7 %, ce qui est attribuable surtout à l'incidence de facteurs non récurrents, et au fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou de 3 %, stimulé par l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 0,5 milliard, ou de 1 %, ce qui est attribuable à l'augmentation de 4 % des volumes de dépôts des particuliers, laquelle a été contrebalancée en partie par l'amenuisement des volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Le bénéfice net comptable a augmenté de 35 % sur un an pour s'établir à 1 022 millions de dollars et, après ajustement, il s'est chiffré à 1 056 millions, ce qui signifie une hausse de 33 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 225 millions de dollars, ou de 39 %, pour s'établir à 798 millions et, après ajustement, il s'est chiffré à 824 millions, ce qui correspond à une hausse de 224 millions, ou de 37 %, qui est attribuable principalement à l'accroissement des revenus, à l'avantage découlant de la réforme fiscale et à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des charges. L'avantage conféré par la réforme fiscale correspond à une augmentation d'environ 63 millions du bénéfice net comptable et d'une augmentation du bénéfice net ajusté de 66 millions. Les résultats de l'exercice précédent incluent une perte après impôts de 27 millions de dollars (43 millions avant impôts) subie sur la vente de prêts.

Les revenus ont augmenté de 262 millions de dollars, ou de 10 %, pour se fixer à 2 873 millions en raison surtout de la progression des revenus générés par les dépôts et de la hausse des volumes de prêts au cours de l'exercice à l'étude, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 5 points de base, pour s'établir à 3,73 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus générés par les dépôts résultant de la hausse des taux d'intérêt, compte non tenu du fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, des changements dans la combinaison des activités et de la compression des marges sur les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 59 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 14 millions en raison de la baisse des dotations à la provision relatives aux prêts aux particuliers, contrebalancée en partie par la hausse des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est élevé à 45 millions de dollars au cours de l'exercice considéré. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 57 millions, ou de 3 %, pour s'inscrire à 1 736 millions et, après ajustement, elles sont passées à 1 702 millions, ce qui représente une hausse de 59 millions, ou de 4 %, qui souligne principalement l'accroissement des investissements dans les technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est renforcé de 6,4 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 75,0 milliards par suite de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers de 10 % et de 8 %, respectivement.

Le solde moyen des dépôts a augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 69,3 milliards par suite d'une hausse de 7 % des volumes de dépôts des particuliers et d'un accroissement des volumes de dépôts des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts	212	204	181	616	528
Revenus autres que d'intérêts	1 326	1 378	1 262	4 109	4 002
Total des revenus	1 538	1 582	1 443	4 725	4 530
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	269	332	253	962	965
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 269	1 250	1 190	3 763	3 565
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	2	1	s. o.	4	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	2	(1)	s. o.	(1)	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	4	-	5	3	8
Charges autres que d'intérêts	875	860	833	2 629	2 510
Bénéfice avant impôts sur le résultat	390	390	352	1 131	1 047
Charge d'impôts sur le résultat	99	94	83	278	255
Bénéfice net comptable	291	296	269	853	792
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	10	11	15	31	51
Bénéfice net ajusté	301	307	284	884	843
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	202	227	192	613	537
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	212	238	207	644	588
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	89	69	77	240	255
Croissance du bénéfice net (%)	8,3	16,8	31,3	7,8	60,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	6,5	11,7	22,6	5,0	47,2
Croissance des revenus (%)	6,7	(15,4)	(18,8)	4,3	(2,0)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	6,8	7,6	9,6	5,6	12,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,0	4,5	2,8	4,7	0,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,7	6,3	4,7	5,8	1,7
Rendement des capitaux propres (%)	18,9	20,4	17,8	19,2	17,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	19,5	21,1	18,8	19,9	18,5
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	1,8	3,1	6,8	0,9	12,6
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	1,1	1,3	4,9	(0,2)	11,2
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	68,9	68,8	70,0	69,8	70,4
Ratio d'efficacité ajusté (%)	56,0	53,5	56,5	54,8	54,0
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	67,8	67,7	68,5	68,8	68,7
Actifs sous gestion	451 216	439 193	413 210	451 216	413 210
Actifs sous administration 3)	394 513	386 493	465 213	394 513	465 213
Actif productif moyen	31 704	30 509	28 444	30 622	27 781
Solde moyen brut des prêts et acceptations	20 736	19 784	18 328	19 862	17 909
Solde moyen net des prêts et acceptations	20 706	19 752	18 323	19 831	17 904
Solde moyen des dépôts	34 327	34 717	33 778	34 347	33 291

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de 13 millions de dollars pour les troisième et deuxième trimestres de 2018, de 17 millions pour le troisième trimestre de 2017, de 39 millions pour les neuf premiers mois de 2018 et de 62 millions pour les neuf premiers mois de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 291 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 22 millions, ou de 8 %, et, après ajustement, il a atteint 301 millions, ce qui représente une hausse de 17 millions, ou de 6 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 202 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 10 millions, ou de 6 %, et leur bénéfice net ajusté a atteint 212 millions, en hausse de 5 millions, ou de 3 %, sur un an, ce qui est attribuable à une croissance globale générée par nos activités diversifiées et à l'amélioration des marchés boursiers, lesquelles ont été annulées dans une certaine mesure par une provision pour frais juridiques et les investissements dans les technologies. Le bénéfice net des activités d'assurance a augmenté de 12 millions, ou de 15 %, pour se situer à 89 millions, ce qui illustre la croissance générée par nos activités et l'avantage conféré par les variations à effet plus favorable des marchés au cours du trimestre considéré.

Les revenus se sont établis à 1 538 millions de dollars, ayant progressé de 95 millions, ou de 7 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 79 millions, ou de 7 %, pour se situer à 1 269 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 124 millions, ayant progressé de 67 millions, ou de 6 %, en raison d'une croissance générée par nos activités diversifiées et de la meilleure tenue des marchés boursiers, facteurs ayant été contrebalancés dans une certaine mesure par la provision pour frais juridiques et l'incidence du dessaisissement d'une activité secondaire effectué au cours de l'exercice précédent. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 145 millions, ce qui représente une hausse de 12 millions, ou de 10 %, par rapport à un an plus tôt, attribuable aux facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 875 millions de dollars, en hausse de 42 millions, ou de 5 %. Après ajustement, elles ont totalisé 862 millions, ayant augmenté de 46 millions, ou de 6 %, en raison principalement d'une hausse des charges liées aux revenus et des investissements dans les technologies.

À 451 milliards de dollars, les actifs sous gestion se sont accrus de 38 milliards, ou de 9 %, sur un an grâce à l'appréciation des marchés boursiers, à l'accroissement des actifs des clients et aux fluctuations favorables des cours de change. À 395 milliards, les actifs sous administration ont reculé de 71 milliards, ou de 15 %, sur un an à cause de l'incidence du dessaisissement d'une activité secondaire effectué au cours de l'exercice précédent, laquelle a été annulée en partie par l'appréciation des marchés boursiers, les fluctuations favorables des cours de change et l'accroissement des actifs des nouveaux clients. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 13 % et de 2 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a diminué de 5 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent, pour s'inscrire à 291 millions, et après ajustement, il s'est fixé à 301 millions, ce qui représente une baisse de 6 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 202 millions, en comparaison de 227 millions pour le trimestre précédent, et après ajustement, il s'est fixé à 212 millions, en comparaison de 238 millions pour le trimestre précédent, qui est attribuable principalement à une provision pour frais juridiques qui a été compensée en partie par le fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 89 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 20 millions, ou de 27 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout des variations à effet favorable des marchés au cours du trimestre considéré alors que le trimestre précédent a été touché par les variations à effet défavorable des marchés.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 19 millions de dollars, ou de 2 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont diminué de 7 millions en raison surtout de la provision pour frais juridiques, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par le fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus. Les revenus nets d'assurance ont progressé de 26 millions, ou de 23 %, par suite des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 2 %, en raison essentiellement du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou de 3 %, par suite des fluctuations favorables des cours de change et de l'accroissement des actifs des nouveaux clients. Les actifs sous administration ont progressé de 8 milliards, ou de 2 %, en raison surtout des fluctuations favorables des cours de change. D'un trimestre à l'autre, les prêts ont affiché une croissance de 5 % alors que les dépôts n'ont pratiquement pas varié.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 853 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 61 millions, ou de 8 %, comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 884 millions, ce qui représente une hausse de 41 millions, ou de 5 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 613 millions, soit une augmentation de 76 millions, ou de 14 %, en comparaison des neuf premiers mois de l'exercice précédent, et, après ajustement, il s'est établi à 644 millions, soit une augmentation de 56 millions, ou de 10 %, en raison de la croissance générée par nos activités diversifiées et du raffermissement des marchés boursiers, ce qui a été atténué par une hausse des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 240 millions, contre 255 millions un an plus tôt, en raison surtout de l'avantage accru conféré par les variations des marchés au cours de l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par l'accroissement des activités sous-jacentes au cours de l'exercice à l'étude.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 198 millions de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 3 763 millions. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 225 millions, ou de 7 %, pour s'établir à 3 363 millions, en raison de la croissance générée par nos activités diversifiées et du raffermissement des marchés boursiers, facteurs annulés dans une certaine mesure par l'incidence du dessaisissement d'une activité secondaire effectué au cours de l'exercice précédent. Les revenus nets d'assurance se sont chiffrés à 400 millions, contre 427 millions pour l'exercice précédent, à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 119 millions de dollars, ou de 5 %, pour atteindre 2 629 millions et, après ajustement, elles ont affiché une hausse de 142 millions, ou de 6 %, pour atteindre 2 590 millions, en raison surtout d'une augmentation des charges liées aux revenus et des investissements dans les technologies, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence du dessaisissement d'une activité secondaire effectué au cours de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	135	144	219	512	918
Revenus autres que d'intérêts	968	897	833	2 714	2 536
Total des revenus (bic)	1 103	1 041	1 052	3 226	3 454
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	3	(16)	s. o.	(14)	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	4	3	s. o.	3	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	7	(13)	(2)	(11)	40
Charges autres que d'intérêts	698	670	691	2 088	2 099
Bénéfice avant impôts sur le résultat	398	384	363	1 149	1 315
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	97	98	82	291	356
Bénéfice net comptable	301	286	281	858	959
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	2	-	-	2	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	-	-	1	-	2
Bénéfice net ajusté	303	286	282	860	961
Revenus du secteur Produits de négociation	638	622	604	1 910	2 049
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	465	419	448	1 316	1 405
Croissance du bénéfice net (%)	7,0	(7,9)	(10,1)	(10,6)	13,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	7,5	(8,0)	(10,0)	(10,5)	13,2
Croissance des revenus (%)	4,8	(12,3)	(2,2)	(6,6)	9,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,1	(2,3)	11,3	(0,5)	9,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,8	(2,2)	11,2	(0,5)	9,6
Rendement des capitaux propres (%)	13,2	13,4	13,1	13,1	15,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	13,3	13,4	13,1	13,1	15,2
Levier d'exploitation (%) (bic)	3,7	(10,0)	(13,5)	(6,1)	0,2
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	4,0	(10,1)	(13,4)	(6,1)	0,3
Ratio d'efficacité (%) (bic)	63,3	64,4	65,7	64,7	60,8
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,1	64,4	65,6	64,7	60,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,19	0,22	0,33	0,26	0,46
Actif productif moyen	276 780	266 948	263 975	267 657	265 141
Actif moyen	312 369	302 772	304 015	303 526	305 019
Solde moyen brut des prêts et acceptations	46 653	46 489	48 730	46 304	48 684
Solde moyen net des prêts et acceptations	46 590	46 419	48 702	46 237	48 657
Solde moyen des dépôts	139 051	137 266	141 621	136 617	146 426

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha avant impôts de 2 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2018 et pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Les montants avant impôts de néant pour le troisième trimestre de 2018, de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 et le troisième trimestre de 2017, de 1 million pour les neuf premiers mois de 2018 et de 3 millions pour les neuf premiers mois de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable a progressé de 20 millions de dollars, ou de 7 %, pour s'inscrire à 301 millions et le bénéfice net ajusté a progressé de 21 millions, ou de 7 %, sur un an, pour s'inscrire à 303 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats témoignent d'une hausse des revenus enregistrés par le secteur Produits de négociation et le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés.

Les revenus se sont établis à 1 103 millions de dollars, ayant progressé de 51 millions, ou de 5 %, par rapport à un an plus tôt. Les revenus du secteur Produits de négociation ont augmenté, ce qui s'explique par la hausse des revenus de négociation ainsi que des commissions et droits sur titres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison de la hausse des commissions de prise ferme et de consultation.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 7 millions de dollars alors que des recouvrements nets de pertes sur créances de 2 millions ont été inscrits un an auparavant. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 3 millions, alors qu'un recouvrement net de 2 millions a été inscrit un an auparavant. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs pour le trimestre considéré s'est élevée à 4 millions. Les charges autres que d'intérêts, lesquelles se sont chiffrées à 698 millions, ont augmenté de 7 millions, ou de 1 %, sur un an, et après ajustement, elles se sont établies à 696 millions, ce qui représente une hausse de 6 millions, ou de 1 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 15 millions de dollars, ou de 5 %, pour s'inscrire à 301 millions et le bénéfice net ajusté a progressé de 17 millions, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent, pour s'inscrire à 303 millions en raison d'une hausse des revenus enregistrés par le secteur Produits de négociation et le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, laquelle a été compensée en partie par une augmentation des charges et une augmentation de la dotation nette à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont progressé de 62 millions de dollars, ou de 6 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté par suite principalement de la hausse des revenus de négociation ainsi que des commissions et droits sur titres et de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés. Les revenus du secteur Produits de négociation se sont accrus par suite de la hausse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de taux d'intérêt.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 7 millions de dollars alors que des recouvrements nets de pertes sur créances de 13 millions ont été inscrits pour le trimestre précédent. La dotation à la provision sur pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 3 millions, alors qu'un recouvrement net de 16 millions a été inscrit pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 4 millions, contre une dotation de 3 millions pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont progressé de 28 millions, ou de 4 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont progressé de 27 millions, ou de 4 %, soit 3 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont alourdies à cause essentiellement du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus et d'une hausse des charges de rémunération liée au rendement.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux reculé de 101 millions de dollars, ou de 11 %, sur un an, ce qui correspond à une baisse de 10 %, compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Le bénéfice net ajusté a diminué par suite d'un recul des revenus, ce qui a été contré dans une certaine mesure par des recouvrements nets de pertes sur créances.

Les revenus se sont établis à 3 226 millions de dollars, ayant reculé de 228 millions, ou de 7 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Produits de négociation ont diminué par suite de la baisse des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur titres de participation et du nombre réduit de nouvelles émissions de titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué en raison surtout d'un ralentissement des activités de banque d'affaires.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances s'est établi à 11 millions de dollars en regard de dotations nettes totales de 40 millions un an plus tôt. Les recouvrements nets de pertes sur créances liés aux prêts douteux se sont situés à 14 millions, alors que des dotations nettes de 40 millions ont été inscrites un an plus tôt. Les dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs se sont chiffrées à 3 millions pour l'exercice considéré. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 088 millions, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 2 085 millions, ce qui représente une baisse de 11 millions, ou de 1 %, dans les deux cas.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2018	T2-2018	T3-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(74)	(70)	(34)	(191)	(132)
Compensation sur une bic des groupes	(62)	(61)	(62)	(246)	(391)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(136)	(131)	(96)	(437)	(523)
Revenus autres que d'intérêts	78	49	26	172	134
Total des revenus (bic)	(58)	(82)	(70)	(265)	(389)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	(2)	(10)	s. o.	(12)	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	-	1	s. o.	-	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(2)	(9)	(73)	(12)	(82)
Charges autres que d'intérêts	81	374	101	595	422
Perte avant impôts sur le résultat	(137)	(447)	(98)	(848)	(729)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(75)	(173)	(54)	9	(457)
Perte nette comptable	(62)	(274)	(44)	(857)	(272)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	5	2	13	10	40
Coûts de restructuration 3)	-	192	-	192	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 4)	-	-	-	425	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)	-	-	(54)	-	(54)
Perte nette ajustée	(57)	(80)	(85)	(230)	(286)

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.
- 5) La dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, l'innovation, les ressources humaines et les communications ainsi que les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires PE, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration ainsi qu'une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au premier trimestre de 2018.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 62 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 44 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 57 millions pour le trimestre, contre 85 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent compte ni des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes, ni de la diminution de 54 millions de la provision générale après impôts survenue un an plus tôt. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une hausse des revenus, compte non tenu de l'ajustement sur une base d'imposition comparable (bic), d'une réduction des charges et d'une hausse des recouvrements de pertes sur créances. Les résultats témoignent de l'avantage conféré par les éléments positifs du trimestre considéré, lesquels pris individuellement ne sont pas importants. Les résultats comptables ont affiché une baisse en raison de la diminution de la provision générale survenue un an plus tôt, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par les facteurs précités.

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2018

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 62 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 274 millions pour le trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 57 millions, contre 80 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ne tiennent compte ni des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes ni d'une charge de restructuration après impôts qui s'est élevée à 192 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une diminution des charges et d'une hausse des revenus non établis sur une bic. Les résultats témoignent de l'avantage conféré par les éléments positifs du trimestre considéré, lesquels pris individuellement ne sont pas importants. Les résultats comptables ont affiché une hausse en raison de la charge de restructuration comptabilisée pour le trimestre précédent et des facteurs précités.

Comparaison des neuf premiers mois de 2018 et des neuf premiers mois de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 857 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, comparativement à 272 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 230 millions, contre 286 millions pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie imputable à une réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et d'une charge de restructurations comptabilisées au cours de l'exercice à l'étude, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats des neuf premiers mois de l'exercice précédent ne tiennent pas compte non plus de la diminution de la provision générale. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une diminution des charges. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la charge de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et de la charge de restructuration comptabilisée pour l'exercice à l'étude et de la diminution de la provision générale survenue au cours de l'exercice précédent, ce qui a été compensé en partie par les facteurs susmentionnés.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2018	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017	T1-2017	T4-2016
Revenus	5 820	5 617	5 678	5 655	5 459	5 741	5 405	5 278
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	269	332	361	573	253	708	4	79
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 551	5 285	5 317	5 082	5 206	5 033	5 401	5 199
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	177	172	174	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	9	(12)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	186	160	141	202	126	251	167	167
Charges autres que d'intérêts	3 386	3 562	3 441	3 375	3 286	3 284	3 385	3 330
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 979	1 563	1 735	1 505	1 794	1 498	1 849	1 702
Charge d'impôts sur le résultat	443	317	762	278	407	250	361	357
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 536	1 246	973	1 227	1 387	1 248	1 488	1 345
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	7	2	3	15	13	13	14	21
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	22	23	21	26	28	34	28	29
Coûts de restructuration 4)	-	192	-	41	-	-	-	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)	-	-	-	-	(54)	-	-	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 6)	-	-	425	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 565	1 463	1 422	1 309	1 374	1 295	1 530	1 395
Bénéfice de base par action (\$)	2,32	1,86	1,43	1,82	2,05	1,85	2,23	2,03
Bénéfice dilué par action (\$)	2,31	1,86	1,43	1,81	2,05	1,84	2,22	2,02
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,36	2,20	2,12	1,94	2,03	1,92	2,28	2,10

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.

4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. La charge de restructuration avant impôts s'est élevée à 59 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017. Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

5) La dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.

6) Charge de réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

s. o. - sans objet

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2017.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de l'exercice 2016 et le troisième trimestre de l'exercice 2018.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats comptables et ajustés tiennent compte d'un montant élevé de sinistres liés aux activités de réassurance au quatrième trimestre de 2017, d'un profit réalisé à la vente de Moneris US, déduction faite d'une perte sur la vente de prêts au cours du premier trimestre de 2017, et d'un profit à la vente d'un placement au cours du quatrième trimestre de 2016.

Les résultats comptables reflètent les charges de restructuration comptabilisées au deuxième trimestre de 2018 et au quatrième trimestre de 2017, la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du premier trimestre de 2018 ainsi que la diminution de la provision générale au troisième trimestre de 2017.

Sur sept des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. La croissance enregistrée par PE États-Unis reflétait en grande partie l'augmentation des revenus tirés des dépôts stimulée par la hausse des taux d'intérêt et l'amélioration progressive des volumes de prêts et de dépôts. Les résultats de la Gestion de patrimoine de 2018 témoignent de la croissance générée par nos activités diversifiées et de l'amélioration des marchés boursiers du Canada et des États-Unis. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés aux activités de réassurance ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. Les résultats du troisième trimestre de 2018 de BMO Marchés des capitaux reflètent l'amélioration du rendement par suite de l'incidence du ralentissement des activités de prise ferme et de consultation au cours du premier semestre de l'exercice. Le rendement pour 2017 a été bon, en dépit des répercussions qu'ont entraînées les modifications apportées à la législation pour certains clients de notre segment des actions. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique le calcul de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

La hausse du taux d'impôt comptable appliqué aux résultats du premier trimestre de 2018 est attribuable à une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis par suite d'une diminution du taux d'impôt fédéral des États-Unis. Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend des changements apportés à la législation fiscale, du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des ajustements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 juillet 2018, le total des actifs atteignait 765,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 55,7 milliards en regard du 31 octobre 2017. La montée du dollar américain a conduit à une augmentation des actifs de 2,4 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 26,3 milliards de dollars, et ce, en raison surtout de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Le solde net des prêts a augmenté de 16,2 milliards, ce qui est largement attribuable à une hausse de 10,6 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable en grande partie à l'accroissement aux États-Unis et au Canada des prêts aux entreprises et à une hausse de 3,4 milliards des prêts hypothécaires à l'habitation liée en grande partie à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires par PE États-Unis. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 9,3 milliards de dollars en raison surtout de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les valeurs mobilières se sont accrues de 3,5 milliards, ce qui souligne surtout les activités de la trésorerie. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 1,3 milliard. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont progressé de 0,8 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 55,3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2017. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 2,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 28,1 milliards de dollars en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrues de 25,2 milliards, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers et des dépôts de gros, les dépôts des particuliers ayant progressé de 7,6 milliards et ceux des entreprises et des administrations publiques ayant augmenté de 17,6 milliards. La hausse des dépôts des entreprises et des administrations publiques s'explique par l'accroissement des soldes des dépôts des particuliers ainsi que par les activités de financement de la trésorerie. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 1,3 milliard. La dette subordonnée a augmenté de 0,6 milliard à cause d'une nouvelle émission effectuée au cours du premier trimestre, ce qui a été contrebalancé en partie par un rachat effectué au cours du deuxième trimestre. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont progressé de 1,1 milliard.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 4,1 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 3,3 milliards, ce qui tient compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Ce recul est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur taux d'intérêt et des contrats sur titres de participation, facteur partiellement annulé par la hausse de la juste valeur des contrats sur produits de base.

Le total des capitaux propres a augmenté de 0,4 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2017. Les résultats non distribués ont augmenté de 1,2 milliard par suite du bénéfice net gagné au cours de l'exercice à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes et les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation. Les actions ordinaires ont reculé de 0,1 milliard à cause des actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par les actions émises aux termes du régime d'options sur actions. Le cumul des autres éléments du résultat global a fléchi de 0,7 milliard à cause essentiellement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt.

La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2017 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 198 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2017. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 juillet 2018.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2017 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 144 à 147 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté de manière prospective l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Classement et évaluation

Selon l'IFRS 9, les instruments de créance sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. Conformément au choix de méthode comptable permis aux termes de l'IFRS 9, nous avons choisi de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture.

La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO est à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, sont décrites aux pages 116 et 117 du Rapport annuel pour 2017 de BMO et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant aux pages 76 et 77 de notre Rapport annuel pour 2017.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Par conséquent, en date du 1^{er} janvier 2018, le taux d'imposition fédéral des sociétés prévu par la loi américaine a été assoupli, passant de 35 % à 21 %. Ainsi, notre bénéfice net a donc été frappé par une charge ponctuelle hors trésorerie au cours du premier trimestre à la suite de la modification du taux d'imposition en raison de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis en fonction du taux d'imposition réduit qui s'en est ensuivi. La charge tenait compte des estimations de certaines incidences fiscales sur le revenu qui pourraient être mises à jour ultérieurement. La baisse du taux d'impôt aura un effet favorable sur le bénéfice de BMO aux États-Unis. Nous serons à l'affût de toute nouvelle directive portant sur cette loi, notamment les dispositions visant à élargir l'assiette fiscale et les suggestions possibles relatives à l'impôt des États, ainsi que de toute répercussion qu'elles pourraient entraîner.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 99 et 109 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 112 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Nous sommes confrontés à des risques courants en matière de sécurité de l'information bancaire, notamment la menace de piratage informatique, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que la possibilité d'un déni de service résultant des efforts visant à provoquer une panne de système et une interruption de service. BMO a effectué un examen du cyberincident annoncé antérieurement, au cours duquel des fraudeurs ont prétendu être en possession de renseignements personnels et financiers d'un nombre restreint de clients. Nous nous engageons à protéger les renseignements personnels et la vie privée des clients et nous avons travaillé directement avec les clients touchés pour protéger leurs comptes. Deux recours collectifs connexes ont été intentés contre BMO au nom de clients prétendant que leurs renseignements personnels ont été divulgués par suite du cyberincident. Les pratiques de gestion du risque opérationnel de BMO, y compris en matière de cybersécurité, sont décrites aux pages 105 à 107 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 94 à 98 de son Rapport annuel pour 2017.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

	Au 31 juillet 2018				Au 31 octobre 2017				
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
(en millions de dollars canadiens)	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 072	-	41 072	-	32 599	-	32 599	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 637	335	7 302	-	6 490	346	6 144	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	167 318	88 381	78 937	-	163 198	90 449	72 749	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	101 679	-	101 679	-	75 047	-	75 047	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	375 761	-	375 761	-	358 507	-	358 507	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	24 810	22 630	2 180	-	28 951	27 359	1 592	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	17 874	-	17 874	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	29 167	-	14 232	14 935	28 242	-	12 927	15 315	Taux d'intérêt
Total des actifs	765 318	111 346	639 037	14 935	709 580	118 154	576 111	15 315	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	506 916	14 358	492 558	-	479 792	13 674	466 118	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	24 480	22 047	2 433	-	27 804	26 122	1 682	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	17 874	-	17 874	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	24 409	24 409	-	-	25 163	25 163	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	83 471	-	83 471	-	55 119	-	55 119	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	57 794	-	57 680	114	55 773	-	55 415	358	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	5 618	-	5 618	-	5 029	-	5 029	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	720 562	60 814	659 634	114	665 226	64 959	599 909	358	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté de 0,7 million de dollars en regard du trimestre précédent, du fait de la légère augmentation du risque de taux d'intérêt, du risque lié aux produits de base et du risque de crédit. La moyenne de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a également progressé d'un trimestre à l'autre, en raison essentiellement de l'augmentation des risques de taux d'intérêt et de crédit.

La moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation a augmenté de 2,9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison de l'accroissement du risque lié aux actions et du risque de taux d'intérêt. La moyenne du total de la VaR en période de tension a augmenté de 6,6 millions de dollars, en raison principalement d'un changement dans la méthode de calcul du risque de marché en 2017 en lien avec l'évaluation des dérivés non assortis de garanties et de l'augmentation des risques de taux d'intérêt et de crédit.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018				Au 30 avril 2018	Au 31 juillet 2017	Cumul 2018	Cumul 2017
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	0,8	0,8	1,2	0,5	0,5	0,8	0,6	0,9
VaR liée aux actions	3,3	5,0	6,3	3,3	5,2	3,0	4,6	3,2
VaR liée au change	0,2	0,5	1,7	0,2	0,6	0,9	0,6	0,9
VaR liée aux taux d'intérêt	5,8	6,4	7,8	5,1	6,0	4,9	5,9	6,4
VaR liée au crédit	2,1	2,1	2,8	1,7	1,9	2,4	1,9	2,2
Diversification	(6,0)	(6,6)	n. s.	n. s.	(6,7)	(6,7)	(6,4)	(7,1)
Total de la VaR – Négociation	6,2	8,2	10,8	6,2	7,5	5,3	7,2	6,5
Total de la VaR en période de tension – Négociation	19,2	27,4	34,2	19,2	23,1	20,8	24,5	20,2

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt, sont demeurés relativement inchangés au cours du trimestre considéré. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au 30 avril 2018, car au 31 juillet 2018, il est prévu qu'un plus grand nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 juillet 2017
Hausse de 100 points de base	(1 111,6)	(1 144,3)	(935,9)	130,4	107,8	86,1
Baisse de 100 points de base	557,9	585,7	267,1	(335,9)	(332,4)	(330,2)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2018 donnerait lieu à une augmentation de 39 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de leur valeur économique avant impôts de 362 millions (46 millions et 371 millions, respectivement, au 30 avril 2018; 58 millions et 423 millions, respectivement, au 31 juillet 2017). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2018 donnerait lieu à une diminution de 38 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de leur valeur économique avant impôts de 448 millions (43 millions et 464 millions, respectivement, au 30 avril 2018; 59 millions et 515 millions, respectivement, au 31 juillet 2017). Les variations des marchés boursiers influent également sur les résultats des activités d'assurance. Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 226,7 milliards de dollars au 31 juillet 2018, contre 220,0 milliards au 30 avril 2018. La hausse des actifs liquides non grevés est attribuable à l'augmentation des soldes de la trésorerie et des valeurs mobilières et à l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 37, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 31 juillet 2018					Au 30 avril 2018
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 072	-	41 072	1 377	39 695	34 365
Dépôts à d'autres banques	7 637	-	7 637	-	7 637	7 637
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
Administrations publiques, banques centrales ou banques multilatérales de développement 4)	163 552	23 287	186 839	113 274	73 565	63 424
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	23 563	346	23 909	5 681	18 228	17 892
Titres de créance d'entreprises et autres	22 165	9 719	31 884	5 408	26 476	25 870
Titres de participation d'entreprises	59 717	20 255	79 972	44 573	35 399	44 118
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	268 997	53 607	322 604	168 936	153 668	151 304
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 5)	27 779	-	27 779	2 113	25 666	26 695
Total des actifs liquides	345 485	53 607	399 092	172 426	226 666	220 001
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 6)	66 440	-	66 440	491	65 949	66 141
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	411 925	53 607	465 532	172 917	292 615	286 142

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 juillet 2018.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Comprend les titres émis ou garantis par les administrations publiques, les banques centrales ou les banques multilatérales de développement.

5) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

6) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB). En juillet 2018, la Banque du Canada a annoncé qu'elle augmentait la décote appliquée aux créances non hypothécaires qui pourraient être utilisées pour accéder au mécanisme permanent d'octroi de liquidités de la Banque du Canada, à compter d'août 2018, réduisant ainsi le montant des fonds auxquels la Banque pourrait avoir accès auprès de la Banque du Canada en période de tension. L'incidence de la modification sera reflétée dans le tableau des résultats financiers du quatrième trimestre de la Banque. Le changement n'a pas d'incidence importante sur la Banque.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Actifs grevés (en millions de dollars canadiens)

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 juillet 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	48 709	-	1 377	-	47 332
Valeurs mobilières 5)	350 383	144 257	26 792	10 309	169 025
Prêts	347 982	73 564	491	207 978	65 949
Autres actifs					
Instruments dérivés	24 810	-	-	24 810	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	17 874	-	-	17 874	-
Bureaux et matériel	1 924	-	-	1 924	-
Écart d'acquisition	6 275	-	-	6 275	-
Immobilisations incorporelles	2 207	-	-	2 207	-
Actifs d'impôt exigible	1 647	-	-	1 647	-
Actifs d'impôt différé	2 065	-	-	2 065	-
Actifs divers	15 049	3 316	-	11 733	-
Total des autres actifs	71 851	3 316	-	68 535	-
Total des actifs	818 925	221 137	28 660	286 822	282 306

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 559	-	1 557	-	42 002
Valeurs mobilières 5)	341 018	134 937	28 082	10 026	167 973
Prêts	339 966	70 848	477	202 500	66 141
Autres actifs					
Instruments dérivés	26 588	-	-	26 588	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 385	-	-	16 385	-
Bureaux et matériel	1 966	-	-	1 966	-
Écart d'acquisition	6 263	-	-	6 263	-
Immobilisations incorporelles	2 190	-	-	2 190	-
Actifs d'impôt exigible	2 108	-	-	2 108	-
Actifs d'impôt différé	2 159	-	-	2 159	-
Actifs divers	13 389	2 314	-	11 075	-
Total des autres actifs	71 048	2 314	-	68 734	-
Total des actifs	795 591	208 099	30 116	281 260	276 116

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 10,3 milliards de dollars au 31 juillet 2018, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018, le RLCT moyen quotidien a été de 146 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a baissé en regard de celui de 150 % enregistré pour le trimestre précédent en raison d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie, en partie compensée par une hausse des actifs liquides de haute qualité. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 36.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 99 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Trimestre clos le 31 juillet 2018

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	146,9
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	167,1	10,3
Dépôts stables	91,2	2,7
Dépôts moins stables	75,9	7,6
Financement de gros non garanti, dont :	147,3	81,5
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	57,6	14,3
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	59,5	37,0
Dettes non garanties	30,2	30,2
Financement de gros garanti	*	19,5
Exigences supplémentaires, dont :	130,2	28,8
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	8,4	4,5
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,4	2,4
Facilités de crédit et de liquidité	119,4	21,9
Autres obligations de financement contractuelles	0,8	-
Autres obligations de financement conditionnelles	380,4	6,6
Total des sorties de trésorerie	*	146,7
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	134,5	21,4
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	9,1	5,5
Autres entrées de trésorerie	18,8	18,8
Total des entrées de trésorerie	162,4	45,7
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		146,9
Total des sorties nettes de trésorerie		101,0
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		146

Trimestre clos le 30 avril 2018

	Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité	140,2
Total des sorties nettes de trésorerie	93,9
Ratio de liquidité à court terme (%)	150

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2018.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 317,8 milliards de dollars au 31 juillet 2018, en hausse comparativement à 310,0 milliards au 30 avril 2018. La hausse des dépôts des clients est imputable à la croissance des dépôts et à l'incidence du raffermissement du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 juillet 2018, ces dépôts se chiffraient à 31,3 milliards.

Au 31 juillet 2018, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 195,8 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 62,2 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 133,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 184,2 milliards au 30 avril 2018 en raison principalement des émissions de titres de financement de gros. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 226,7 milliards de dollars au 31 juillet 2018 et qui, tel qu'il est décrit à la page 36, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées. BMO prévoit que seules la mise en œuvre du régime de recapitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la CTAP auront une incidence importante sur son plan de financement. Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada et sur les exigences relatives à la CTAP, il y a lieu de se reporter à la section Faits nouveaux en matière de réglementation, sous Gestion du capital, la page 14.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Au 31 juillet 2018									Au 30 avril 2018
Au 31 juillet 2018	Total partiel –								Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	
Dépôts d'autres banques	5 127	98	80	47	5 352	–	9	5 361	5 036
Certificats de dépôt et papier commercial	14 926	18 343	15 402	12 106	60 777	1 133	–	61 910	59 240
Billets de dépôt au porteur	1 113	676	139	25	1 953	–	–	1 953	824
Papier commercial adossé à des actifs	1 182	2 213	479	–	3 874	–	–	3 874	4 131
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	1 300	1 510	1 300	4 833	8 943	12 355	33 772	55 070	48 670
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	–	–	–	–	–	6	3 564	3 570	3 424
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	557	993	973	2 523	2 798	12 642	17 963	17 818
Obligations couvertes	–	–	2 280	1 520	3 800	3 645	18 134	25 579	25 957
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	77	1 058	47	1 182	1 298	3 152	5 632	5 800
Dette subordonnée 4)	–	–	–	–	–	–	5 757	5 757	5 626
Autres 5)	–	4 908	–	–	4 908	–	4 239	9 147	7 673
Total	23 648	28 382	21 731	19 551	93 312	21 235	81 269	195 816	184 199
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	1 182	7 755	4 810	2 540	16 287	7 741	38 167	62 195	61 379
Financement non garanti	22 466	20 627	16 921	17 011	77 025	13 494	43 102	133 621	122 820
Total 6)	23 648	28 382	21 731	19 551	93 312	21 235	81 269	195 816	184 199

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

5) Avances des FHLB.

6) Le total du financement de gros était constitué de 48,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 147,0 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 juillet 2018.

Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. En février 2018, le BSIF a annoncé qu'il ciblait janvier 2020 comme date révisée de mise en œuvre du RSLLT pour les institutions canadiennes qui acceptent les dépôts, compte tenu des progrès réalisés à l'échelle internationale.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 159 du Rapport annuel pour 2017 de BMO. Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation demeurent celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité.

Le 14 août 2018, S&P a révisé à la hausse le profil de crédit autonome de BMO, le faisant passer de « a- » à « a », pour refléter son évaluation d'une amélioration de la position de risque de BMO. S&P a confirmé les cotes de crédit de A+/A-1 octroyées aux titres d'emprunt à long terme et à court terme de BMO et de ses filiales en exploitation, et les perspectives demeurent stables. Parallèlement, S&P a relevé d'un cran la cote de crédit de la dette subordonnée et d'autres instruments de catégorie 1 de BMO, ce qui reflète l'amélioration de la solvabilité à titre d'entreprise autonome de l'entité.

Le 16 juillet 2018, Moody's a adopté diverses mesures en matière de notation à l'égard des banques canadiennes, y compris un relèvement des cotes de la dette non garantie de premier rang et de la dette bancaire subordonnée de rang inférieur (FPUNV) de BMO. Moody's a également fait passer les perspectives de négatives à stables. Les mesures adoptées en matière de notation découlent de la mise en œuvre d'un cadre de résolution des défaillances bancaires au Canada.

Au 31 juillet 2018

Agence de notation ¹⁾	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Dette subordonnée – FPUNV	Perspectives
Moody's	P-1	Aa2	Baa1	Stables
S&P ²⁾	A-1	A+	BBB+	Stables
Fitch	F1+	AA-	A+	Stables
DBRS	R-1 (élevée)	AA	A (faible)	Stables

1) Le régime canadien de recapitalisation entrera en vigueur le 23 septembre 2018. Les titres d'emprunt de premier rang admissible au régime de recapitalisation obtiendront une cote de crédit au moment de leur émission. Pour un complément d'information sur le régime canadien de recapitalisation, il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital – Faits nouveaux en matière de réglementation à la page 14.

2) Le 14 août 2018, S&P a relevé la cote de crédit de la dette subordonnée (FPUNV) de BMO, qui est passée de BBB à BBB+.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2018, si ses cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 110 millions de dollars, 528 millions et 834 millions, respectivement.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 92 et 93 de son Rapport annuel pour 2017. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2018 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2018

	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	4	-	-	-	-	-	23	-	23	27
Italie	18	-	-	-	-	3	-	-	3	21
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	129	3	3	-	6	1	-	-	1	136
Total – pays GIIPE	151	3	3	-	6	4	23	-	27	184
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	135	147	7	119	273	33	7	15	55	463
Allemagne	342	20	55	5 061	5 136	19	4	1	24	5 502
Pays-Bas	359	130	-	-	130	4	41	-	45	534
Autres 8)	166	12	2	148	162	1	83	12	96	424
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 002	309	64	5 328	5 701	57	135	28	220	6 923
Reste de l'Europe										
Norvège	295	108	1	-	109	-	2	-	2	406
Suède	20	170	7	261	438	2	-	-	2	460
Suisse	249	5	-	-	5	53	9	23	85	339
Royaume-Uni	1 087	27	692	3 523	4 242	91	179	14	284	5 613
Autres 8)	32	199	-	-	199	2	-	3	5	236
Total – reste de l'Europe	1 683	509	700	3 784	4 993	148	190	40	378	7 054
Total – Europe 9)	2 836	821	767	9 112	10 700	209	348	68	625	14 161

Au 30 avril 2018

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total – pays GIIPE	184	1	-	-	1	17	47	-	64	249
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	991	318	84	5 539	5 941	120	157	38	315	7 247
Total – reste de l'Europe	2 502	686	76	3 494	4 256	246	140	69	455	7 213
Total – Europe 9)	3 677	1 005	160	9 033	10 198	383	344	107	834	14 709

Au 31 octobre 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total – pays GIIPE	151	-	1	-	1	19	46	-	65	217
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 120	247	133	1 188	1 568	84	85	28	197	2 885
Total – reste de l'Europe	2 081	479	77	572	1 128	243	63	13	319	3 528
Total – Europe 9)	3 352	726	211	1 760	2 697	346	194	41	581	6 630

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Pays	Prêts 2)								
	Tranche financée au 31 juillet 2018			Au 31 juillet 2018		Au 30 avril 2018		Au 31 octobre 2017	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	4	-	5	4	8	7	103	6
Italie	8	10	-	18	18	1	1	27	27
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	123	6	-	146	129	192	176	149	118
Total – pays GIIPE	131	20	-	169	151	201	184	279	151
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)									
France	135	-	-	186	135	167	121	152	107
Allemagne	187	155	-	415	342	386	310	488	358
Pays-Bas	111	248	-	468	359	529	397	756	554
Autres 8)	101	65	-	287	166	407	163	247	101
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	534	468	-	1 356	1 002	1 489	991	1 643	1 120
Reste de l'Europe									
Norvège	46	249	-	543	295	515	252	287	153
Suède	14	6	-	289	20	179	39	195	49
Suisse	34	215	-	322	249	385	289	156	99
Royaume-Uni	5	1 082	-	1 748	1 087	2 479	1 899	2 285	1 746
Autres 8)	7	25	-	149	32	58	23	66	34
Total – reste de l'Europe	106	1 577	-	3 051	1 683	3 616	2 502	2 989	2 081
Total – Europe 9)	771	2 065	-	4 576	2 836	5 306	3 677	4 911	3 352

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2018 :

- Une sûreté de 769 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (17 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 127 millions d'euros.
- Des garanties de 2,3 milliards de dollars (58 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 176 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2018 (*inclut une position nette de 123 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 19 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (25 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2018).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 15 millions de dollars au 31 juillet 2018 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 6 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 5 pays et celle dans la Fédération de Russie était de néant au 31 juillet 2018.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 54 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	4 246 \$	3 838 \$	3 439 \$	11 789 \$	9 981 \$
Valeurs mobilières (note 2)	686	567	472	1 789	1 336
Dépôts à d'autres banques	161	152	92	435	218
	5 093	4 557	4 003	14 013	11 535
Charges d'intérêts					
Dépôts	1 626	1 372	986	4 199	2 793
Dettes subordonnées	55	57	38	165	112
Autres passifs	805	637	446	2 005	1 158
	2 486	2 066	1 470	6 369	4 063
Revenus nets d'intérêts	2 607	2 491	2 533	7 644	7 472
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	259	251	240	772	735
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	294	279	286	852	841
Revenus de négociation	503	433	376	1 353	1 050
Commissions sur prêts	248	236	238	731	687
Frais de services de cartes	144	149	129	421	347
Frais de gestion de placements et de garde de titres	446	435	404	1 304	1 206
Revenus tirés de fonds d'investissement	372	376	360	1 114	1 057
Commissions de prise ferme et de consultation	262	213	226	694	785
Profits sur titres, autres que de négociation	51	38	43	156	130
Revenus de change, autres que de négociation	41	63	29	140	131
Revenus d'assurance	427	460	401	1 394	1 441
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	44	41	58	129	339
Autres	122	152	136	411	384
	3 213	3 126	2 926	9 471	9 133
Total des revenus	5 820	5 617	5 459	17 115	16 605
Dotation à la provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	186	160	126	487	544
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	269	332	253	962	965
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	1 873	2 011	1 864	5 847	5 625
Bureaux et matériel	672	672	605	2 008	1 863
Amortissement des immobilisations incorporelles	126	129	117	378	358
Déplacements et expansion des affaires	157	173	170	487	510
Communications	70	75	74	212	217
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	11	9	9	30	28
Honoraires	142	141	139	406	391
Autres	335	352	308	1 021	963
	3 386	3 562	3 286	10 389	9 955
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 979	1 563	1 794	5 277	5 141
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	443	317	407	1 522	1 018
Bénéfice net	1 536 \$	1 246 \$	1 387 \$	3 755 \$	4 123 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 536	1 246	1 387	3 755	4 121
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	2
Bénéfice net	1 536 \$	1 246 \$	1 387 \$	3 755 \$	4 123 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 11)					
De base	2,32 \$	1,86 \$	2,05 \$	5,61 \$	6,13 \$
Dilué	2,31	1,86	2,05	5,59	6,11
Dividendes par action ordinaire	0,96	0,93	0,90	2,82	2,66

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Bénéfice net	1 536 \$	1 246 \$	1 387 \$	3 755 \$	4 123 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 1)					
Profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 2)	16	(105)	s. o.	(202)	s. o.
Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 3)	s. o.	s. o.	9	s. o.	68
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(7)	(23)	(28)	(43)	(70)
	9	(128)	(19)	(245)	(2)
Variation nette des (pertes) latentes sur les couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période 5)	(218)	(106)	(369)	(919)	(812)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 6)	101	84	3	216	25
	(117)	(22)	(366)	(703)	(787)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	145	1 059	(2 410)	114	(1 837)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 7)	(43)	(181)	252	(93)	161
	102	878	(2 158)	21	(1 676)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	204	27	172	303	317
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	26	42	42	(6)	(116)
	230	69	214	297	201
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	224	797	(2 329)	(630)	(2 264)
Total du résultat global (de la perte globale)	1 760 \$	2 043 \$	(942) \$	3 125 \$	1 859 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 760	2 043	(942)	3 125	1 857
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	2
Total du résultat global (de la perte globale)	1 760 \$	2 043 \$	(942) \$	3 125 \$	1 859 \$

1) Les données des périodes présentées avant le 1^{er} novembre 2017 représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (7) millions de dollars, de 30 millions et de s. o. pour le trimestre et de 47 millions et de s. o. pour la période de neuf mois, respectivement (note 12).

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de s. o., de s. o. et de (6) millions de dollars pour le trimestre et de s. o. et de (20) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 millions de dollars, de 8 millions et de 10 millions pour le trimestre et de 15 millions et de 28 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 78 millions de dollars, de 39 millions et de 126 millions pour le trimestre et de 318 millions et de 307 millions pour la période de neuf mois, respectivement (note 12).

6) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (37) millions de dollars, de (30) millions et de (1) million pour le trimestre et de (78) millions et de (8) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 16 millions de dollars, de 65 millions et de (91) millions pour le trimestre et de 34 millions et de (58) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

8) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (74) millions de dollars, de (10) millions et de (65) millions pour le trimestre et de (134) millions et de (128) millions pour la période de neuf mois, respectivement (note 12).

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (12) millions de dollars, de (15) millions et de (16) millions pour le trimestre et de (1) million et de 41 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

s. o. - Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 octobre 2017
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 072 \$	35 922 \$	32 599 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 637	7 637	6 490
Valeurs mobilières (note 2)	167 318	165 380	163 198
Titres pris en pension ou empruntés	101 679	94 681	75 047
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	118 736	117 770	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	62 485	61 733	61 944
Prêts sur cartes de crédit	8 236	8 175	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	187 964	182 870	175 067
	377 421	370 548	360 340
Provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	(1 660)	(1 647)	(1 833)
	375 761	368 901	358 507
Autres actifs			
Instruments dérivés	24 810	26 588	28 951
Engagements de clients aux termes d'acceptations	17 874	16 385	16 546
Bureaux et matériel	1 924	1 966	2 033
Écart d'acquisition	6 275	6 263	6 244
Immobilisations incorporelles	2 207	2 190	2 159
Actifs d'impôt exigible	1 647	2 108	1 371
Actifs d'impôt différé (note 12)	2 065	2 159	2 865
Actifs divers	15 049	13 389	13 570
	71 851	71 048	73 739
Total des actifs	765 318 \$	743 569 \$	709 580 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	506 916 \$	491 198 \$	479 792 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	24 480	24 770	27 804
Acceptations	17 874	16 385	16 546
Titres vendus à découvert	24 409	25 414	25 163
Titres mis en pension ou prêtés	83 471	78 782	55 119
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 545	23 565	23 054
Passifs d'impôt exigible	48	47	125
Passifs d'impôt différé	66	185	233
Passifs divers	34 135	33 850	32 361
	208 028	202 998	180 405
Dettes subordonnées (note 6)	5 618	5 627	5 029
Capitaux propres			
Actions privilégiées (note 7)	4 240	4 240	4 240
Actions ordinaires (note 7)	12 924	12 926	13 032
Surplus d'apport	302	304	307
Résultats non distribués (note 1)	24 909	24 119	23 709
Cumul des autres éléments du résultat global	2 381	2 157	3 066
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	44 756	43 746	44 354
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-
Total des capitaux propres	44 756	43 746	44 354
Total des passifs et des capitaux propres	765 318 \$	743 569 \$	709 580 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Actions privilégiées (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	4 240 \$	4 340 \$	4 240 \$	3 840 \$
Émises au cours de la période	-	400	-	900
Rachetées au cours de la période	-	(500)	-	(500)
Solde à la clôture de la période	4 240	4 240	4 240	4 240
Actions ordinaires (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	12 926	13 072	13 032	12 539
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	47	-	448
Émises en vertu du régime d'options sur actions	18	5	73	137
Rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(20)	(80)	(181)	(80)
Solde à la clôture de la période	12 924	13 044	12 924	13 044
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	304	307	307	294
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	(1)	(2)	(10)	4
Autres	(1)	-	5	7
Solde à la clôture de la période	302	305	302	305
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	24 119	22 703	23 709	21 205
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 1)	-	s. o.	99	s. o.
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 536	1 387	3 755	4 121
Dividendes – Actions privilégiées	(50)	(49)	(141)	(136)
– Actions ordinaires	(614)	(584)	(1 810)	(1 729)
Frais d'émission d'actions	-	(5)	-	(9)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(82)	(269)	(703)	(269)
Solde à la clôture de la période	24 909	23 183	24 909	23 183
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts 1)				
Solde à l'ouverture de la période	(253)	65	56	48
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 1)	-	s. o.	(55)	s. o.
Profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	16	s. o.	(202)	s. o.
Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période	s. o.	9	s. o.	68
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(7)	(28)	(43)	(70)
Solde à la clôture de la période	(244)	46	(244)	46
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(768)	175	(182)	596
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période	(218)	(369)	(919)	(812)
Reclassement, dans le résultat, de pertes au cours de la période	101	3	216	25
Solde à la clôture de la période	(885)	(191)	(885)	(191)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	3 384	4 809	3 465	4 327
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	145	(2 410)	114	(1 837)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(43)	252	(93)	161
Solde à la clôture de la période	3 486	2 651	3 486	2 651
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	7	(367)	(92)	(512)
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	204	172	303	317
Solde à la clôture de la période	211	(195)	211	(195)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(213)	(191)	(181)	(33)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	26	42	(6)	(116)
Solde à la clôture de la période	(187)	(149)	(187)	(149)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 381	2 162	2 381	2 162
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	44 756 \$	42 934 \$	44 756 \$	42 934 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	-	-	-	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	2
Rachat/achat de la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(25)
Autres	-	-	-	(1)
Solde à la clôture de la période	-	-	-	-
Total des capitaux propres	44 756 \$	42 934 \$	44 756 \$	42 934 \$

1) Les données des périodes présentées avant le 1^{er} novembre 2017 représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 536 \$	1 387 \$	3 755 \$	4 123 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation relative aux titres, autres que de négociation	(1)	8	14	17
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(50)	(51)	(170)	(147)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	830	(7 070)	2 626	(13 626)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	186	126	487	544
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	2 233	(643)	6 824	8 528
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 380)	3 320	(6 213)	(4 763)
Amortissement des bureaux et du matériel	100	95	295	287
Amortissement d'autres actifs	54	59	171	173
Amortissement des immobilisations incorporelles	126	117	378	358
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	107	182	793	156
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	43	(7)	(7)	(10)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	320	(82)	(391)	(587)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	–	2	(86)	(39)
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(40)	71	(191)	(30)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	88	(13)	223	(34)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 261)	(6 688)	(2 283)	(8 792)
Augmentation nette des dépôts	13 584	6 182	23 042	16 470
(Augmentation) nette des prêts	(5 402)	(5 890)	(16 587)	(9 785)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 108)	3 055	(800)	1 813
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	4 117	4 052	27 770	24 776
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(6 453)	1 853	(26 177)	(11 800)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(75)	(301)	417	(502)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	6 554	(236)	13 890	7 130
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	1 294	127	2 121	(1 243)
Produit de l'émission des obligations couvertes	–	1 315	2 706	3 592
Rachat d'obligations couvertes	–	–	(567)	(2 602)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	–	850	1 566	850
Remboursement sur la dette subordonnée (note 6)	–	–	(900)	(100)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 7)	–	400	–	900
Rachat d'actions privilégiées (note 7)	–	(500)	–	(500)
Frais d'émission d'actions	–	(5)	–	(9)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	16	7	71	140
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(102)	(349)	(884)	(349)
Dividendes versés en trésorerie	(642)	(570)	(1 918)	(1 376)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	566	1 275	2 195	(697)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	53	(102)	(1 052)	(1 886)
Achats de titres, autres que de négociation	(9 275)	(7 822)	(31 112)	(23 743)
Échéances de titres, autres que de négociation	4 378	1 343	9 927	4 362
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 187	4 983	15 084	18 025
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(25)
Bureaux et matériel – (achats) nets	(49)	(75)	(168)	(168)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(148)	(125)	(415)	(343)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 854)	(1 798)	(7 736)	(3 778)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(116)	(2 195)	124	(1 734)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 150	(2 954)	8 473	921
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	35 922	35 528	32 599	31 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	41 072 \$	32 574 \$	41 072 \$	32 574 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	2 391 \$	1 549 \$	6 143 \$	4 227 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	63 \$	253 \$	1 140 \$	1 237 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	5 010 \$	4 138 \$	13 732 \$	11 826 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2018 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, qui figurent aux pages 144 à 201 de notre Rapport annuel 2017. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 28 août 2018.

Changements de méthodes comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. L'incidence sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires au 1^{er} novembre 2017 s'est traduite par une augmentation de 70 millions de dollars (44 millions après impôts) relativement aux exigences de la norme en matière de dépréciation. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées. Il y a lieu de se reporter à la note 15, Transition à l'IFRS 9, de notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2018 pour connaître l'incidence sur le bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2017.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La provision relative aux actifs visés par l'étape 2 devra être supérieure à celle prévue à l'étape 1 en raison de la période plus longue de prise en compte dans le cadre de l'étape 2. L'étape 3 exige la comptabilisation des pertes pour la durée de vie de tous les actifs dépréciés.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique future soient basées sur une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Classement et évaluation

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de créance seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que certaines conditions soient respectées et qu'il soit alors permis de les évaluer soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit au coût amorti.

L'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de

remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global; les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

L'évaluation au coût amorti est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Dans le cadre de l'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et de l'évaluation au coût amorti, les instruments, les primes, les escomptes et les coûts de transaction sont amortis sur la durée de l'instrument sur la base du rendement effectif et sont comptabilisés à titre d'ajustement des revenus d'intérêts.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auquel cas les profits et les pertes ne sont jamais comptabilisés en résultat.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, la Banque a appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 8 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 a instauré un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode comptable, qui nous permet de choisir de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture; nous avons choisi cette méthode.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Classement des instruments de créance

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique utilisé pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Nous exerçons notre jugement afin de déterminer quel modèle économique sera utilisé pour gérer les actifs et si les flux de trésorerie se composent uniquement de capital et d'intérêts.

Provision pour pertes sur créances

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent le taux de chômage, l'indice des prix des habitations et les taux d'intérêt et celles propres aux portefeuilles de prêts aux entreprises, aux grandes entreprises et aux États souverains comprennent le PIB, les taux d'intérêt et l'indice de volatilité, et ce, pour ce qui est des principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité afin de déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Modifications comptables futures

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15) remplace les normes existantes sur la comptabilisation des produits. La nouvelle norme établit un cadre pour la comptabilisation et l'évaluation des produits tirés des contrats conclus avec des clients, prescrit une approche de comptabilisation fondée sur des principes et introduit la notion de constatation de ces produits au fur et à mesure que des obligations de prestations sont remplies. Les revenus qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'IFRS 15 comprennent les revenus d'intérêts et de dividendes, les revenus de négociation, les profits ou pertes sur titres, les revenus d'assurance et les revenus locatifs.

Nous avons essentiellement terminé notre évaluation de l'IFRS 15 et avons déterminé que l'incidence de son adoption aura trait principalement au reclassement des montants dans l'état consolidé des résultats. Les effets attendus ne seront pas significatifs.

L'IFRS 15 entre en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2018. Au moment de la transition, les chiffres des périodes antérieures seront retraités comme si nous avions toujours appliqué l'IFRS 15.

Note 2 : Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en six catégories, chacune visant un objectif d'affaires distinct ou étant soumise à un traitement comptable qui lui est propre. Elles se présentent comme suit :

Les **titres de négociation** sont ceux achetés aux fins de revente à court terme. Les titres de négociation sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction de même que les variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus de négociation à notre état consolidé des résultats.

Les **titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net** sont comptabilisés à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur et les coûts de transaction connexes sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste profits (pertes) sur titres, autres que de négociation, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après. Cette catégorie comprend :

Titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour être admissibles à cette désignation, les titres doivent avoir une juste valeur pouvant être calculée de manière fiable; leur désignation élimine ou réduit sensiblement la disparité de traitement qui, autrement, résulterait de l'évaluation des profits et des pertes sur une base différente. Les titres doivent être désignés au moment de leur constatation initiale et cette désignation est irrévocable. Si ces titres n'étaient pas désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ils seraient comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction liés aux titres détenus par notre filiale d'assurance sont constatés dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Autres titres qui doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Ces titres sont des titres gérés selon leur juste valeur, mais qui ne sont pas détenus à des fins de négociation, ou des titres de créance dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts, et des titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de négociation.

Les **titres de créance évalués au coût amorti** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction et sont, par la suite, évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les pertes de valeur sont inscrites à notre état consolidé des résultats. Les revenus d'intérêts gagnés et l'amortissement de la prime, de l'escompte et des coûts de transaction sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières.

Les **titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités.

Les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur, les profits et pertes latents étant inscrits dans notre état consolidé du résultat global jusqu'à ce que ces titres soient vendus ou dépréciés. Les profits et pertes sur cession et les pertes (recouvrements) de valeur sont inscrits à notre état consolidé des résultats dans les revenus autres que d'intérêts au poste profits sur titres, autres que de négociation. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les **titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de participation à l'égard desquels nous avons choisi de comptabiliser les variations de la juste valeur de l'instrument dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits ou pertes constatés à l'égard de ces instruments ne seront jamais comptabilisés en résultat net. Les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas assujettis à une évaluation de la dépréciation.

Les **titres divers** représentent des investissements dans des entreprises associées sur lesquelles nous exerçons une influence notable sur le plan des décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (de façon générale, des sociétés dont nous détenons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces titres sont comptabilisés au moyen de la méthode de la mise en équivalence, alors que notre quote-part du résultat net est comptabilisée dans les participations dans des entreprises associées et des coentreprises dans notre état consolidé des résultats. Tout autre montant au titre des autres éléments du résultat global est reflété dans la section pertinente de notre état du résultat global.

Nous inscrivons à notre bilan consolidé toutes nos transactions sur titres selon le mode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur qui surviennent entre la date de transaction et celle de règlement sont portées en résultat net, sauf celles liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui sont inscrites dans les autres éléments du résultat global.

Dépréciation de titres

Les titres de créance classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis à des tests de dépréciation au moyen du modèle de pertes sur créances attendues, à l'exception des titres dont le risque de crédit est réputé faible et dont la provision pour pertes sur créances est évaluée en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois.

Classement des valeurs mobilières

Au 31 juillet 2018, les valeurs mobilières de la Banque sont classées conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017, conformément à l'IAS 39, comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2018	31 octobre 2017
Titres de négociation	88 534	99 069
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net 1)	11 531	s. o.
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance et titres de participation	59 322	s. o.
Titres disponibles à la vente	s. o.	54 075
Titres évalués au coût amorti 2)	7 256	s. o.
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	9 094
Titres divers	675	960
Total	167 318	163 198

1) Se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 694 millions de dollars et de titres désignés à la juste valeur de 8 837 millions.

2) Déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million de dollars (s. o. au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents sur les titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2018 conformément à l'IFRS 9 et des profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2018				31 octobre 2017			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	13 232	1	73	13 160	9 212	6	38	9 180
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 535	11	33	5 513	3 613	29	15	3 627
l'administration fédérale américaine	16 116	4	577	15 543	14 481	12	224	14 269
des municipalités, agences et États américains	3 603	26	32	3 597	4 058	43	5	4 096
d'autres administrations publiques	3 375	3	24	3 354	3 567	3	12	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	2 347	6	18	2 335	2 457	9	11	2 455
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	12 079	3	444	11 638	10 902	6	147	10 761
Titres de créance d'entreprises	4 165	4	46	4 123	4 514	23	12	4 525
Titres de participation d'entreprises	59	-	-	59	1 499	121	16	1 604
Total	60 511	58	1 247	59 322	54 303	252	480	54 075

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 :

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de trois mois close le	Pour la période de neuf mois close le
	31 juillet 2018	31 juillet 2018
Par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance	311	783
Coût amorti	42	134
Total	353	917

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2018, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 899 millions de dollars, dont une tranche de 1 660 millions a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 239 millions, dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Provision liée aux prêts productifs

Nous maintenons une provision afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Notre démarche quant à l'établissement et au maintien de la provision constituée liée aux prêts productifs est fondée sur les exigences des IFRS, compte tenu des lignes directrices du BSIF.

Dans le cadre de la méthodologie des pertes sur créances attendues de l'IFRS 9, une provision est comptabilisée pour les pertes sur créances attendues liées aux actifs financiers, peu importe s'il y a réellement eu un événement générateur de pertes ou non. Nous comptabilisons une provision pour pertes d'un montant équivalant aux pertes sur créances attendues pour les douze mois à venir si le risque de crédit à la date de présentation de l'information financière n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale (étape 1). Nous comptabiliserons des pertes sur créances attendues sur la durée restante des actifs financiers productifs qui sont considérés comme ayant subi une hausse importante du risque de crédit (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il figure sur une liste de comptes à surveiller.

La perte sur créances attendue dépend de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), le moment de la perte étant aussi pris en compte, et est estimée en intégrant des renseignements économiques prospectifs et au moyen de l'exercice d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte par les modèles de perte sur créances attendues.

La PD représente la probabilité qu'un prêt ne soit pas remboursé et tombe en situation de défaut sur un horizon de douze mois pour l'étape 1 ou sur la durée de vie pour l'étape 2. La PD de chaque instrument individuel est modelée en fonction des données historiques et est estimée d'après les conditions actuelles du marché et les informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures.

L'ECD est modelée en fonction des données historiques et représente une estimation du montant de l'encours exposé au risque de crédit au moment du défaut. Pour les sommes hors bilan et les sommes inutilisées, l'ECD inclut une estimation de tout montant supplémentaire qui pourrait avoir été prélevé au moment du défaut.

La PCD représente la somme qui pourrait ne pas être recouvrée en cas de défaut et est modelée en fonction des données historiques et des informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures, lorsque approprié. La PCD prend en compte le montant et la qualité de toute sûreté.

Nous prenons en compte les événements passés, les conditions actuelles des marchés et les informations prospectives raisonnables et justifiables à propos de la conjoncture économique future pour calculer le montant de pertes attendues. Lors de l'évaluation des informations relatives à la conjoncture économique future possible, nous faisons appel à divers scénarios économiques, notamment à notre scénario de référence, lequel représente le résultat le plus probable et cadre avec notre plan stratégique, ainsi qu'à des prévisions favorables et défavorables, qui sont tous élaborés par notre groupe Études économiques. Les principales variables économiques utilisées pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent la diversité géographique de nos portefeuilles, selon le cas.

Afin de déterminer la durée de vie d'un prêt, la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options sont généralement prises en compte. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

La méthodologie que nous employons à l'égard des pertes sur créances attendues exige également l'exercice d'un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'inclure l'incidence estimée des facteurs qui échappent aux résultats obtenus au moyen du modèle de pertes sur créances attendues.

Provision liée aux prêts douteux

Nous maintenons une provision pour prêts douteux (étape 3) afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu, qui se chiffre à 1 667 millions de dollars (1 827 millions au 31 octobre 2017). Une telle provision est établie pour des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu. Nous réexaminons régulièrement nos prêts afin de déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une sortie du bilan (exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, qui sont classés comme douteux et sortis du bilan lorsque les paiements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours). L'examen des prêts-problèmes qui sont considérés comme importants pris individuellement est effectué au moins une fois par trimestre par les gestionnaires de comptes, chacun d'eux évaluant les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimés de recouvrement d'un prêt en tenant compte de tous les événements et conditions qui sont pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Prêts douteux considérés comme importants pris individuellement

Pour déterminer le montant que nous nous attendons à recouvrer sur un prêt douteux considéré comme important, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimés que nous actualisons au taux d'intérêt effectif initial du prêt. Le calcul des flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt garanti douteux reflète la réalisation attendue de la sûreté sous-jacente, après déduction des coûts attendus et de tout montant dont la loi exige le versement à l'emprunteur. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts et comprendre de la trésorerie, des titres, des biens immobiliers, des créances, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

Prêts douteux considérés comme négligeables pris individuellement

Des prêts hypothécaires à l'habitation, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont été individuellement désignés comme négligeables et peuvent être individuellement ou collectivement soumis à des tests de dépréciation à la lumière des résultats passés en matière de perte et des attentes à l'égard de la conjoncture économique future.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 31 juillet 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} mai 2018	19	31	46	96
Transfert à l'étape 1	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(7)	11	9	13
Montages des prêts	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	(1)	(1)	-	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	5	7	13
Montants sortis du bilan	-	-	(5)	(5)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	1	1
Change et autres	1	1	(4)	(2)
Solde au 31 juillet 2018	21	37	45	103
Prêts à tempérament et autres prêts particuliers				
Solde au 1 ^{er} mai 2018	86	328	147	561
Transfert à l'étape 1	44	(41)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(3)	20	(17)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(29)	30	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(40)	81	39	80
Montages des prêts	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(5)	(13)	-	(18)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	5	18	49	72
Montants sortis du bilan	-	-	(75)	(75)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	28	28
Change et autres	(1)	2	(3)	(2)
Solde au 31 juillet 2018	90	348	146	584
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} mai 2018	77	246	-	323
Transfert à l'étape 1	33	(33)	-	-
Transfert à l'étape 2	(6)	6	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(51)	51	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(34)	75	2	43
Montages des prêts	4	-	-	4
Décomptabilisations et échéances	(1)	(11)	-	(12)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(4)	(14)	53	35
Montants sortis du bilan	-	-	(79)	(79)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	26	26
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2018	73	233	-	306
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} mai 2018	291	368	233	892
Transfert à l'étape 1	44	(40)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	12	(4)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(22)	23	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(54)	81	53	80
Montages des prêts	51	-	-	51
Décomptabilisations et échéances	(25)	(31)	-	(56)
Changements apportés à un modèle	(7)	(3)	-	(10)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(3)	68	65
Montants sortis du bilan	-	-	(60)	(60)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	14	14
Change et autres	1	3	(9)	(5)
Solde au 31 juillet 2018	292	368	246	906
Total des soldes au 31 juillet 2018	476	986	437	1 899
Composition : Prêts	369	882	409	1 660
Autres instruments de crédit 2)	107	104	28	239

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 1 million de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	25	(23)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	6	(5)	-
Transfert à l'étape 3	-	(7)	7	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(26)	31	14	19
Montages des prêts	8	-	-	8
Décomptabilisations et échéances	(2)	(4)	-	(6)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	4	3	14	21
Montants sortis du bilan	-	-	(15)	(15)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	5	5
Change et autres	1	-	(8)	(7)
Solde au 31 juillet 2018	21	37	45	103
Prêts à tempérament et autres prêts particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	171	(160)	(11)	-
Transfert à l'étape 2	(17)	82	(65)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(132)	135	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(151)	235	113	197
Montages des prêts	28	-	-	28
Décomptabilisations et échéances	(14)	(36)	-	(50)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	14	(11)	172	175
Montants sortis du bilan	-	-	(219)	(219)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	67	67
Change et autres	-	2	(11)	(9)
Solde au 31 juillet 2018	90	348	146	584
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	149	(149)	-	-
Transfert à l'étape 2	(32)	32	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(152)	153	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(139)	282	13	156
Montages des prêts	15	-	-	15
Décomptabilisations et échéances	(2)	(35)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(10)	(22)	166	134
Montants sortis du bilan	-	-	(242)	(242)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	76	76
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2018	73	233	-	306
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	95	(90)	(5)	-
Transfert à l'étape 2	(21)	35	(14)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(50)	51	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(99)	135	139	175
Montages des prêts	117	-	-	117
Décomptabilisations et échéances	(59)	(71)	-	(130)
Changements apportés à un modèle	(7)	(3)	-	(10)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	(44)	171	152
Montants sortis du bilan	-	-	(190)	(190)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	45	45
Change et autres	(1)	2	(14)	(13)
Solde au 31 juillet 2018	292	368	246	906
Total des soldes au 31 juillet 2018	476	986	437	1 899
Composition : Prêts	369	882	409	1 660
Autres instruments de crédit 2)	107	104	28	239

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 5 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de notre provision pour pertes sur créances selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Total
	31 juillet 2017	31 juillet 2017	31 juillet 2017	31 juillet 2017
Pour les trimestres clos le				
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	57	135	257	449
Montants sortis du bilan	(7)	(156)	(71)	(234)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	1	44	16	61
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	6	112	84	202
Fluctuations de change et autres	(3)	(6)	(27)	(36)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	54	129	259	442
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	70	573	1 053	1 696
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(4)	(26)	(46)	(76)
Fluctuations de change et autres	(3)	(10)	(56)	(69)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	63	537	951	1 551
Total de la provision pour pertes sur créances	117	666	1 210	1 993
Composition : Prêts	92	666	1 064	1 822
Autres instruments de crédit	25	-	146	171

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Total
	31 juillet 2017	31 juillet 2017	31 juillet 2017	31 juillet 2017
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	59	123	250	432
Montants sortis du bilan	(20)	(473)	(231)	(724)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	9	141	44	194
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	15	351	254	620
Fluctuations de change et autres	(9)	(13)	(58)	(80)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	54	129	259	442
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	71	596	1 015	1 682
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(6)	(51)	(19)	(76)
Fluctuations de change et autres	(2)	(8)	(45)	(55)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	63	537	951	1 551
Total de la provision pour pertes sur créances	117	666	1 210	1 993
Composition : Prêts	92	666	1 064	1 822
Autres instruments de crédit	25	-	146	171

Des revenus d'intérêts de prêts douteux de 21 millions de dollars et de 60 millions ont été respectivement comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts et de la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 juillet 2018 conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2018				31 octobre 2017			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision spécifique 2)	Provision générale 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	240 295	205	697	239 393	233 672	212	799	232 661
États-Unis	127 842	197	550	127 095	115 029	161	641	114 227
Autres pays	9 284	7	4	9 273	11 639	20	-	11 619
Total	377 421	409	1 251	375 761	360 340	393	1 440	358 507

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 28 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 211 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (136 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 136 millions de dollars au 31 juillet 2018 (1 064 millions au 31 octobre 2017), dont une tranche de 529 millions était classée en tant que prêts productifs au 31 juillet 2018 (509 millions au 31 octobre 2017). Des prêts renégociés de 9 millions et de 42 millions, respectivement, ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 (16 millions et 26 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017).

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, et le risque de crédit et de contrepartie.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de la gestion du risque structurel de marché lié à nos activités bancaires et d'assurance.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de marché sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 94 à 98.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de liquidité et de financement sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 99 à 103.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et compensés de manière centralisée et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 86 à 90. D'autres renseignements sur le risque de crédit lié aux prêts sont présentés à la note 3.

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 519	169	-	75 688
Bas	18 817	2 395	-	21 212
Moyen	12 972	3 628	-	16 600
Haut	101	418	-	519
Non coté	4 183	154	-	4 337
Douteux	-	-	380	380
Provision pour pertes sur créances	21	34	20	75
Valeur comptable	111 571	6 730	360	118 661
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	19 765	14	-	19 779
Très faible	13 454	175	-	13 629
Bas	12 414	300	-	12 714
Moyen	7 835	3 823	-	11 658
Haut	101	1 742	-	1 843
Non coté	2 151	177	-	2 328
Douteux	-	-	534	534
Provision pour pertes sur créances	83	334	144	561
Valeur comptable	55 637	5 897	390	61 924
Prêts sur cartes de crédit 1)				
Exceptionnellement faible	2 492	-	-	2 492
Très faible	1 154	18	-	1 172
Bas	884	173	-	1 057
Moyen	1 531	884	-	2 415
Haut	113	424	-	537
Non coté	562	1	-	563
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	38	200	-	238
Valeur comptable	6 698	1 300	-	7 998
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	95 350	1 067	-	96 417
Catégorie spéculative	80 437	5 856	-	86 293
Liste de surveillance	-	4 114	-	4 114
Douteux	-	-	1 140	1 140
Provision pour pertes sur créances	222	307	245	774
Valeur comptable	175 565	10 730	895	187 190
Engagements de clients aux termes d'acceptations				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	12 030	31	-	12 061
Catégorie spéculative	5 488	258	-	5 746
Liste de surveillance	-	45	-	45
Douteux	-	-	22	22
Provision pour pertes sur créances	5	7	-	12
Valeur comptable	17 513	327	22	17 862
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	102 371	128	-	102 499
Catégorie spéculative	41 825	3 440	-	45 265
Liste de surveillance	-	1 687	-	1 687
Douteux	-	-	271	271
Provision pour pertes sur créances	107	104	28	239
Valeur comptable	144 089	5 151	243	149 483

1) Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et sortis du bilan lorsque les paiements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours.

Note 5 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2018			31 octobre 2017		
	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 301			4 797		
Autres actifs connexes 1)	11 759			12 091		
Total	17 060	16 984	16 682	16 888	16 847	16 621

1) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, nous avons vendu des prêts de 2 651 millions de dollars et de 6 682 millions, respectivement, à ces programmes (1 400 millions et 6 308 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017).

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	31 juillet 2018	31 octobre 2017	31 juillet 2018	31 octobre 2017	31 juillet 2018	31 octobre 2017	31 juillet 2018	31 octobre 2017	31 juillet 2018	31 octobre 2017
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 274	818	1 330	1 864	483	586	25 383	24 937	28 470	28 205
Entreprises et administrations publiques	21 413	20 621	33 359	33 968	66 275	61 790	181 017	166 897	302 064	283 276
Particuliers	3 364	3 278	21 193	20 044	89 418	89 859	62 407	55 130	176 382	168 311
Total 2) 3)	26 051	24 717	55 882	55 876	156 176	152 235	268 807	246 964	506 916	479 792
Domiciliation :										
Canada	21 292	21 557	46 710	44 380	80 990	81 590	157 459	145 648	306 451	293 175
États-Unis	3 824	2 259	9 162	11 496	74 041	69 555	78 602	75 517	165 629	158 827
Autres pays	935	901	10	–	1 145	1 090	32 746	25 799	34 836	27 790
Total	26 051	24 717	55 882	55 876	156 176	152 235	268 807	246 964	506 916	479 792

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 juillet 2018 et au 31 octobre 2017, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 31 470 millions de dollars et 30 419 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2018 et au 31 octobre 2017, les dépôts comprenaient des dépôts de 246 751 millions et de 237 127 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 36 909 millions et de 27 686 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 240 482 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 142 638 millions étaient domiciliés au Canada, 65 104 millions, aux États-Unis et 32 740 millions, dans d'autres pays (221 954 millions, 130 197 millions, 65 963 millions et 25 794 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Des dépôts de 142 638 millions domiciliés au Canada, 51 235 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 6 332 millions, dans trois à six mois, 12 755 millions, dans six à douze mois et 72 316 millions, dans plus de douze mois (130 197 millions, 41 418 millions, 7 922 millions, 10 574 millions et 70 283 millions, respectivement, au 31 octobre 2017).

Dette subordonnée

Le 28 mars 2018, nous avons remboursé la totalité de nos débentures subordonnées et de nos billets à moyen terme, série F, première tranche de 900 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 12 décembre 2017, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme américain, émis pour 1 250 millions de dollars américains de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,803 %. Les billets échoient le 15 décembre 2032 et leur taux deviendra fixe le 15 décembre 2027. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2018		31 octobre 2017		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	s. o. 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
		4 240		4 240	
Actions ordinaires 4) 5)	639 929 845	12 924	647 816 318	13 032	
Capital social		17 164		17 272	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 172 à 184 de notre Rapport annuel 2017.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 826 202 actions ordinaires au 31 juillet 2018 (7 525 296 actions ordinaires au 31 octobre 2017).

5) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 295 752 et 1 113 527 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime d'options sur actions.

s. o. – Sans objet

Actions privilégiées

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

Le 25 août 2018, nous avons racheté la totalité de nos 6 267 391 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 16 en circulation et la totalité de nos 5 732 609 actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 17 en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action, plus tous les dividendes déclarés et non versés.

Actions ordinaires

Le 1^{er} juin 2018, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée de un an. Dans le cadre de cette offre publique de rachat nous pouvons racheter au plus 20 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, nous avons racheté aux fins d'annulation 1 million et 9 millions d'actions ordinaires, respectivement.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 174 à 180, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)		31 juillet 2018		31 octobre 2017	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Titres					
Titres comptabilisés au coût amorti	7 256	7 099	s. o.	s. o.	
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	s. o.	9 094	9 096	
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	118 736	117 711	115 258	114 313	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	62 485	61 422	61 944	61 031	
Prêts sur cartes de crédit	8 236	7 922	8 071	7 828	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	186 378	184 344	175 067	172 762	
	375 835	371 399	360 340	355 934	
Dépôts 2)					
	492 558	492 341	466 118	466 441	
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 545	23 419	23 054	23 148	
Dette subordonnée	5 618	5 730	5 029	5 255	

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les titres pris en pension, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés ou mis en pension et les autres passifs.

1) Ne tient pas compte de 1 586 millions de dollars de prêts reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net à l'adoption de l'IFRS 9.

2) Ne tient pas compte de 14 358 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (13 674 millions au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 128 millions de dollars et de baisse de 200 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 36 millions et de baisse 6 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 (hausse de 177 millions et hausse de 243 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts et hausse de 60 millions et une baisse de 134 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 juillet 2018, correspondent à une perte latente de 309 millions de dollars, soit une perte latente de 233 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 31 juillet 2018, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient, respectivement, de 14 358 millions de dollars et de 14 042 millions (13 674 millions et 13 563 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 8 837 millions de dollars au 31 juillet 2018 (8 465 millions au 31 octobre 2017) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 49 millions et à une diminution de 85 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 (diminution de 269 millions et de 181 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 792 millions de dollars au 31 juillet 2018 (749 millions au 31 octobre 2017), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une baisse de 2 millions et à une baisse de 15 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 (baisse de 32 millions et baisse de 51 millions, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, une augmentation de 2 millions et de 1 million, respectivement, a été

comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 2 millions et de 23 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2, auparavant les titres disponibles à la vente, est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

Classés selon l'IFRS 9 :

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2018

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 526	1 224	-	9 750
des provinces et municipalités canadiennes	3 102	4 003	-	7 105
l'administration fédérale américaine	13 880	58	-	13 938
des municipalités, agences et États américains	103	1 734	-	1 837
d'autres administrations publiques	673	58	-	731
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	840	-	840
Titres de créance d'entreprises	2 633	5 275	-	7 908
Prêts	-	292	-	292
Titres de participation d'entreprises	46 130	3	-	46 133
	75 047	13 487	-	88 534
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	478	103	-	581
des provinces et municipalités canadiennes	91	835	-	926
l'administration fédérale américaine	39	-	-	39
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-
d'autres administrations publiques	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	7	-	7
Titres de créance d'entreprises	91	6 586	-	6 677
Titres de participation d'entreprises	1 436	106	1 759	3 301
	2 135	7 637	1 759	11 531
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	12 326	834	-	13 160
des provinces et municipalités canadiennes	2 878	2 635	-	5 513
l'administration fédérale américaine	15 513	30	-	15 543
des municipalités, agences et États américains	17	3 579	1	3 597
d'autres administrations publiques	1 990	1 364	-	3 354
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 973	-	13 973
Titres de créance d'entreprises	1 975	2 147	1	4 123
Titres de participation d'entreprises	-	-	59	59
	34 699	24 562	61	59 322
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 586	1 586
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	20 391	4 018	-	24 409
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	14 358	-	14 358
Passifs au titre des rentes	-	792	-	792
	20 391	19 168	-	39 559
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	7	8 694	-	8 701
Contrats de change	12	12 641	-	12 653
Contrats sur produits de base	153	2 064	-	2 217
Contrats sur titres de participation	226	1 008	-	1 234
Swaps sur défaillance	-	5	-	5
	398	24 412	-	24 810
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	9	7 985	-	7 994
Contrats de change	1	11 939	-	11 940
Contrats sur produits de base	397	1 280	-	1 677
Contrats sur titres de participation	221	2 608	-	2 829
Swaps sur défaillance	-	40	-	40
	628	23 852	-	24 480

Classés selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2017

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 712	2 115	-	10 827
des provinces et municipalités canadiennes	3 177	4 150	-	7 327
l'administration fédérale américaine	9 417	56	-	9 473
des municipalités, agences et États américains	189	1 942	-	2 131
d'autres administrations publiques	630	193	-	823
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	931	-	931
Titres de créance d'entreprises	1 485	10 278	-	11 763
Prêts	3	150	-	153
Titres de participation d'entreprises	55 640	1	-	55 641
	79 253	19 816	-	99 069
Titres disponibles à la vente				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 283	897	-	9 180
des provinces et municipalités canadiennes	920	2 707	-	3 627
l'administration fédérale américaine	14 269	-	-	14 269
des municipalités, agences et États américains	18	4 077	1	4 096
d'autres administrations publiques	2 290	1 268	-	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 216	-	13 216
Titres de créance d'entreprises	1 551	2 972	2	4 525
Titres de participation d'entreprises	37	126	1 441	1 604
	27 368	25 263	1 444	54 075
	-	-	333	333
Titres divers				
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	22 992	2 171	-	25 163
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	13 674	-	13 674
Passifs au titre des rentes	-	749	-	749
	22 992	16 594	-	39 586
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	4	9 223	-	9 227
Contrats de change	17	17 196	-	17 213
Contrats sur produits de base	232	846	-	1 078
Contrats sur titres de participation	93	1 333	-	1 426
Swaps sur défaillance	-	7	-	7
	346	28 605	-	28 951
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	7	8 309	-	8 316
Contrats de change	6	14 967	-	14 973
Contrats sur produits de base	239	835	-	1 074
Contrats sur titres de participation	166	3 220	-	3 386
Swaps sur défaillance	-	55	-	55
	418	27 386	-	27 804

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, des titres de négociation de 960 millions de dollars et 2 165 millions, respectivement, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 304 millions et de 679 millions, respectivement, et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 976 millions et de 1 823 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, des titres de négociation de 896 millions et de 3 104 millions, respectivement, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 41 millions et de 479 millions, respectivement, et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 865 millions et de 3 481 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2018 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 avril 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2018	
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation d'entreprises	1 684	8	15	107	(55)	-	-	-	1 759	(7)
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 684	8	15	107	(55)	-	-	-	1 759	(7)
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	59	-	-	-	-	-	-	-	59	s. o.
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	61	-	-	-	-	-	-	-	61	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 3)	1 749	2	19	106	-	(290)	-	-	1 586	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus le 31 juillet 2018 ont été portées en résultat au cours de la période.

3) Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été reclassés des titres évalués au coût amorti aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

s. o. - Sans objet

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 1 ^{er} novembre 2017	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3 2)	Juste valeur au 31 juillet 2018	
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises 4)	73	-	(4)	5	-	-	-	(74)	-	-
Titres de participation d'entreprises 4) 5)	1 701	(8)	13	243	(126)	(2)	-	(62)	1 759	(5)
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 774	(8)	9	248	(126)	(2)	-	(136)	1 759	(5)
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	2	-	-	-	-	(1)	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	59	-	-	-	-	59	s. o.
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	-	-	59	-	(1)	-	-	61	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 6)	2 372	(9)	4	498	-	(1 279)	-	-	1 586	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend 62 millions de dollars transférés depuis le niveau 3 par suite du reclassement au coût amorti de certains instruments financiers à l'adoption de l'IFRS 9.

3) Les variations des profits (pertes) latents liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus le 31 juillet 2018 ont été portées en résultat au cours de la période.

4) Comprend des instruments de créance de 73 millions de dollars et des instruments de capitaux propres de 260 millions qui ont été reclassés des titres divers aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

5) Comprend des instruments de capitaux propres de 1 441 millions de dollars qui ont été reclassés des titres disponibles à la vente aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

6) Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été reclassés des titres évalués au coût amorti aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

s. o. - Sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2018, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient un coussin de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément en actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique nationale (BISN), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,5 %. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2018 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2018.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos le 31 juillet 2018 et 2017. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018, nous avons attribué un total de 705 398 options sur actions (723 431 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 a été de 11,30 \$ l'option (11,62 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Rendement attendu des actions	4,1 %	4,3 % - 4,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	17,0 % - 17,3 %	18,4 % - 18,8 %
Taux de rendement sans risque	2,1 %	1,7 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	100,63	96,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	52	59	7	8
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(2)	2	11	11
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	51	62	18	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	21	21	-	-
Charge au titre des cotisations définies	34	33	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	106	116	18	19

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Coût des services rendus au cours de la période	157	201	22	24
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(6)	6	34	35
Charges administratives	3	4	-	-
Charge au titre des prestations	154	211	56	59
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	65	64	-	-
Charge au titre des cotisations définies	124	96	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	343	371	56	59

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos actionnaires, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 536	1 387	3 755	4 121
Dividendes sur les actions privilégiées	(50)	(49)	(141)	(136)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 486	1 338	3 614	3 985
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	640 400	651 599	643 937	650 136
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	2,32	2,05	5,61	6,13

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 486	1 338	3 614	3 985
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	640 400	651 599	643 937	650 136
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 925	6 491	5 560	7 013
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 970)	(4 374)	(3 549)	(4 623)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	642 355	653 716	645 948	652 526
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	2,31	2,05	5,59	6,11

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 007 064 et 1 612 662 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 132,86 \$ et 120,44 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018 (1 415 164 et 1 344 740 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 183,15 \$ et 189,70 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Le 22 décembre 2017, le gouvernement américain a adopté une nouvelle législation fiscale qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018. En vertu de la nouvelle législation, les actifs d'impôt différé nets aux États-Unis ont été réévalués au premier trimestre de l'exercice 2018, ce qui a donné lieu à une variation de 483 millions de dollars étant donné la baisse du taux d'impôt. Cette réévaluation était fondée sur l'estimation de certaines incidences fiscales et pourrait être mise à jour ultérieurement. La réévaluation de 483 millions se compose d'une charge d'impôts sur le résultat de 425 millions présentée dans l'état consolidé des résultats et d'une charge d'impôts sur le résultat de 58 millions présentée dans les autres éléments du résultat global et dans les capitaux propres pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018. En outre, un montant de 101 millions a été reclassé dans les actifs d'impôt exigible au cours du premier trimestre de l'exercice 2018.

Au cours du trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) nous a imposé une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts d'environ 136 millions de dollars et elle a réévalué notre cotisation visant d'autres impôts et intérêts d'environ 33 millions, dans les deux cas, les impôts et intérêts se rapportent à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés en 2013. De plus, au cours des exercices clos le 31 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, l'ARC avait produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 116 millions et 76 millions, respectivement, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés en 2012 et en 2011. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations et de la proposition de nouvelle cotisation, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC dans le cadre des réévaluations et de la proposition de nouvelle cotisation ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2014 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 194 à 196 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 402	994	212	135	(136)	2 607
Revenus autres que d'intérêts	550	291	1 326	968	78	3 213
Total des revenus	1 952	1 285	1 538	1 103	(58)	5 820
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	120	54	2	3	(2)	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	17	(14)	2	4	-	9
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	137	40	4	7	(2)	186
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	269	-	-	269
Amortissement	81	111	56	32	-	280
Charges autres que d'intérêts	868	672	819	666	81	3 106
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	866	462	390	398	(137)	1 979
Charge d'impôts sur le résultat	224	98	99	97	(75)	443
Bénéfice net	642	364	291	301	(62)	1 536
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	642	364	291	301	(62)	1 536
Actifs moyens	225 562	112 935	36 595	312 369	76 929	764 390

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 335	894	181	219	(96)	2 533
Revenus autres que d'intérêts	521	284	1 262	833	26	2 926
Total des revenus	1 856	1 178	1 443	1 052	(70)	5 459
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	119	77	5	(2)	(73)	126
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	253	-	-	253
Amortissement	79	108	57	27	-	271
Charges autres que d'intérêts	833	641	776	664	101	3 015
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	825	352	352	363	(98)	1 794
Charge d'impôts sur le résultat	212	84	83	82	(54)	407
Bénéfice net	613	268	269	281	(44)	1 387
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	613	268	269	281	(44)	1 387
Actifs moyens	218 830	102 621	33 003	304 015	65 039	723 508

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	4 120	2 833	616	512	(437)	7 644
Revenus autres que d'intérêts	1 624	852	4 109	2 714	172	9 471
Total des revenus	5 744	3 685	4 725	3 226	(265)	17 115
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	348	197	4	(14)	(12)	523
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	18	(56)	(1)	3	-	(36)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	366	141	3	(11)	(12)	487
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	962	-	-	962
Amortissement	242	338	172	92	-	844
Charges autres que d'intérêts	2 609	1 888	2 457	1 996	595	9 545
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 527	1 318	1 131	1 149	(848)	5 277
Charge d'impôts sur le résultat	648	296	278	291	9	1 522
Bénéfice net	1 879	1 022	853	858	(857)	3 755
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 879	1 022	853	858	(857)	3 755
Actifs moyens	223 467	108 591	35 375	303 526	74 222	745 181

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 892	2 657	528	918	(523)	7 472
Revenus autres que d'intérêts	1 667	794	4 002	2 536	134	9 133
Total des revenus	5 559	3 451	4 530	3 454	(389)	16 605
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	353	225	8	40	(82)	544
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	965	-	-	965
Amortissement	223	328	179	88	-	818
Charges autres que d'intérêts	2 482	1 891	2 331	2 011	422	9 137
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 501	1 007	1 047	1 315	(729)	5 141
Charge d'impôts sur le résultat	614	250	255	356	(457)	1 018
Bénéfice net	1 887	757	792	959	(272)	4 123
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	2	-	-	2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 887	757	790	959	(272)	4 121
Actifs moyens	216 617	104 548	32 319	305 019	66 422	724 925

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données de 2017 n'ont pas été retraitées pour refléter l'adoption de l'IFRS 9.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 14 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 99 à 105 de notre Rapport annuel 2017.

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 087	-	-	-	-	-	-	-	985	41 072
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 524	1 242	1 034	411	426	-	-	-	-	7 637
Valeurs mobilières	4 321	3 650	5 850	4 419	8 163	11 058	28 051	51 639	50 167	167 318
Titres pris en pension ou empruntés	76 803	21 221	2 685	707	263	-	-	-	-	101 679
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 844	2 835	3 447	4 456	6 446	21 664	65 423	11 621	-	118 736
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	728	655	785	1 001	1 307	4 746	20 007	9 429	23 827	62 485
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 236	8 236
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 498	7 035	5 876	4 833	23 733	19 259	71 608	11 690	32 432	187 964
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 660)	(1 660)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	15 070	10 525	10 108	10 290	31 486	45 669	157 038	32 740	62 835	375 761
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 949	2 475	2 023	870	704	2 563	5 758	7 468	-	24 810
Engagements de clients aux termes d'acceptations	15 398	2 408	64	1	3	-	-	-	-	17 874
Divers	1 551	343	311	21	9	12	21	4 889	22 010	29 167
Total des autres actifs	19 898	5 226	2 398	892	716	2 575	5 779	12 357	22 010	71 851
Total des actifs	160 703	41 864	22 075	16 719	41 054	59 302	190 868	96 736	135 997	765 318

Passifs et capitaux propres

Dépôts 1)										
Banques	14 747	8 823	1 439	156	218	-	-	-	3 087	28 470
Entreprises et administrations publiques	27 759	24 186	23 736	13 149	12 279	18 567	47 962	13 379	121 047	302 064
Particuliers	2 437	5 721	8 107	8 055	8 572	10 709	16 615	2 191	113 975	176 382
Total des dépôts	44 943	38 730	33 282	21 360	21 069	29 276	64 577	15 570	238 109	506 916
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 997	2 979	1 498	1 161	621	3 015	5 490	6 719	-	24 480
Acceptations	15 398	2 408	64	1	3	-	-	-	-	17 874
Titres vendus à découvert	24 409	-	-	-	-	-	-	-	-	24 409
Titres mis en pension ou prêtés	79 013	4 020	438	-	-	-	-	-	-	83 471
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	681	2 078	510	514	4 102	12 312	3 348	-	23 545
Divers	7 554	5 288	166	52	161	726	4 353	2 268	13 681	34 249
Total des autres passifs	129 371	15 376	4 244	1 724	1 299	7 843	22 155	12 335	13 681	208 028
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	5 618	-	5 618
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	44 756	44 756
Total des passifs et des capitaux propres	174 314	54 106	37 526	23 084	22 368	37 119	86 732	33 523	296 546	765 318

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	838	4 280	6 135	4 807	12 317	21 678	77 423	2 604	-	130 082
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 647	-	-	5 647
Contrats de location simple	34	67	95	93	91	345	703	1 009	-	2 437
Prêt de titres	5 161	-	-	-	-	-	-	-	-	5 161
Obligations d'achat	50	102	149	144	143	574	302	60	-	1 524

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 641	-	-	-	-	-	-	-	958	32 599
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 784	1 579	626	319	182	-	-	-	-	6 490
Valeurs mobilières	3 620	2 917	5 933	5 845	3 625	7 675	22 842	52 615	58 126	163 198
Titres pris en pension ou empruntés	57 919	13 236	2 353	1 241	249	49	-	-	-	75 047
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 045	1 551	4 531	7 687	6 201	19 866	65 547	8 830	-	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	517	371	1 084	1 374	1 285	4 211	20 845	8 590	23 667	61 944
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 071	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 379	7 352	6 454	6 169	18 694	17 948	63 614	11 380	30 077	175 067
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 833)	(1 833)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	14 941	9 274	12 069	15 230	26 180	42 025	150 006	28 800	59 982	358 507
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 701	3 748	1 580	1 229	1 306	3 272	7 426	8 689	-	28 951
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Divers	1 340	475	129	17	11	11	131	4 431	21 697	28 242
Total des autres actifs	17 220	6 486	1 813	1 246	1 317	3 283	7 557	13 120	21 697	73 739
Total des actifs	129 125	33 492	22 794	23 881	31 553	53 032	180 405	94 535	140 763	709 580
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 462	9 321	2 633	496	25	-	-	-	3 268	28 205
Entreprises et administrations publiques	23 917	25 224	19 112	12 897	10 806	16 522	42 707	15 712	116 379	283 276
Particuliers	3 835	5 081	5 569	5 662	7 999	9 098	15 811	2 075	113 181	168 311
Total des dépôts	40 214	39 626	27 314	19 055	18 830	25 620	58 518	17 787	232 828	479 792
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 876	3 227	1 512	1 510	1 206	3 477	6 885	8 111	-	27 804
Acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Titres vendus à découvert	25 163	-	-	-	-	-	-	-	-	25 163
Titres mis en pension ou prêtés	53 165	1 644	290	20	-	-	-	-	-	55 119
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	10	709	1 523	556	845	3 931	11 812	3 668	-	23 054
Divers	12 616	2 536	517	43	239	752	154	2 361	13 501	32 719
Total des autres passifs	107 009	10 379	3 946	2 129	2 290	8 160	18 851	14 140	13 501	180 405
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	5 029	-	5 029
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	44 354	44 354
Total des passifs et des capitaux propres	147 223	50 005	31 260	21 184	21 120	33 780	77 369	36 956	290 683	709 580

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 377	2 302	4 755	8 312	14 560	21 985	71 481	2 283	-	127 055
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 044	-	-	5 044
Contrats de location simple	31	62	91	89	87	329	712	1 032	-	2 433
Prêt de titres	5 336	-	-	-	-	-	-	-	-	5 336
Obligations d'achat	42	83	128	124	129	519	577	157	-	1 759

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Note 15 : Acquisition future – KGS-Alpha Capital Markets (« KGS »)

Le 1^{er} mai 2018, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de KGS, maison de courtage de titres à revenu fixe, dont le siège social est aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels. L'acquisition devrait être menée à terme au quatrième trimestre de l'exercice 2018. À la clôture, KGS fera partie de notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux. L'incidence de cette acquisition ne devrait pas être significative pour la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2017, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 28 août 2018 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5126346). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 3 décembre 2018, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2018 : 101,54 \$

Juin 2018 : 101,80 \$

Juillet 2018 : 104,05 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2017, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2017 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2019

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 2 avril 2019 à Toronto, en Ontario.